

La Cause du Communisme

N°3
1981



QUELQUES ÉLÉMENTS SUR LE MOUVEMENT OUVRIER ET NOTRE TACTIQUE

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

VP-PARTISAN.ORG ★ CONTACT@VP-PARTISAN.ORG ★ BP 122 - 93403 SAINT-OUEN



Introduction sur la période actuelle

Les documents d'orientation de l'OCML-VP sur la tactique dans les combats partiels de la classe ouvrière, sur l'activité communiste dans les syndicats sont centrés sur les rapports généraux entre conquête de l'avant-garde ouvrière et conquête des masses. Ils définissent la période tactique dans laquelle nous sommes et les tâches principales qui en découlent. De ce point de vue ils restent justes. Néanmoins les expériences récentes de l'organisation, pour une part relatées dans P.L.P., nous ont montré qu'ils étaient insuffisants pour diriger de façon précise notre activité. Insuffisants dans deux directions : en premier lieu, bien qu'ils définissent les tâches actuelles de l'O.C. ils restent flous ou très généraux quant à leur contenu, à la méthode pour les accomplir ; en second lieu ils sont insuffisants quant aux rapports entre les différentes tâches. C'est pour combler cette lacune en tirant le bilan de l'expérience que nous avons tenu cette année une Conférence de l'organisation sur la tactique dans les combats partiels, puis un Comité Central chargé de discuter des résultats de cette Conférence et du travail d'étude qu'elle a occasionné.

Au-delà du développement de certains principes de notre tactique déjà avancés par l'OCML-VP, ce travail était rendu nécessaire par les interrogations que suscite la période que nous traversons. En rapport avec les efforts que nous déployons notre progression est très lente : dans cette lenteur qu'est-ce qui tient à la situation objective et qu'est-ce qui tient à nos insuffisances et à nos erreurs ? Ne fallait-il pas revoir complètement notre définition de la période tactique actuelle, conquête de l'avant-garde ouvrière pour créer un parti révolutionnaire ?

Nous vivons incontestablement une période de reflux du mouvement ouvrier dans son ensemble, reflux qui n'épargne pas les révolutionnaires et qui a pour conséquence d'accroître la pression de la bourgeoisie sur nous dans le sens de l'abandon de nos objectifs révolutionnaires et des tâches élevées que nous nous sommes fixés. Cet abandon se manifeste au niveau d'un grand nombre de militants qui sont venus au marxisme-léninisme dans la période de flux qui a suivi mai 68, beaucoup ont lâché prise. Deux tendances représentent assez bien cet abandon des tâches révolutionnaires, l'une est représentée par les militants qui se réfugient dans le "partiel", bornent leur activité à un secteur de lutte particulier (syndicalisme, nucléaire, écologie, organisations de masses diverses,...) ; l'autre par ceux qui se réfugient dans l'étude théorique au nom des incertitudes - réelles - nées des échecs du socialisme et des échecs répétés des M.L. dans la reconstruction d'un parti. On ne peut combattre ces tendances qu'en comprenant les conditions objectives et subjectives qui ont entraîné le reflux général du mouvement ouvrier. Et à partir de cette compréhension, adopter pour nous-même la tactique destinée à renverser la tendance et à préparer dans les meilleures conditions le flux inéluctable à venir. Le texte sur la tactique dans les combats partiels ne répond pas totalement à ce problème, il y répond çà et là dans la mesure où les considérations sur la période actuelles sont indispensables pour définir notre ligne tactique dans les combats partiels. Il ne faut donc pas l'isoler des autres documents où nous abordons d'autres aspects des tâches actuelles des M.L. : tâches internationales, tâches théoriques, d'organisation, d'unification des M.L.

Afin de replacer ce document dans le cadre général de notre ligne, donnons ici les principales caractéristiques de la situation de reflux et les réponses que nous lui apportons.

Le reflux général du mouvement ouvrier en France a d'abord une cause objective. La période de crise inaugurée en 1974, mettant fin à une relative prospérité e eu pour première conséquence de plonger la classe ouvrière dans l'incertitude du lendemain ; les 1 500 000 chômeurs officiels pèsent sur les ouvriers au travail, tandis que les luttes "ordinaires" c'est-à-dire les grèves pacifiques ne donnent plus de résultats palpables. D'où le repli, la peur du lendemain, l'individualisme. Accentuant ce mouvement "naturel" du début de crise, la politique de la bourgeoisie a consisté à accentuer la concurrence entre les ouvriers, à "briser les acquis" collectifs, par l'introduction massive du travail précaire sous toutes ses formes, par la politique de l'immigration(placer ceux qui

sont là en position de sans-droits ou d'expulsés en puissance tout en introduisant une immigration plus docile), aménagement du temps de travail, etc.

Le repli ouvrier tient à des facteurs subjectifs également dont deux facteurs déterminants : la domination du réformisme et du révisionnisme sur le mouvement ouvrier a laissé la classe ouvrière désemparée, accentuant ses divisions. Ils cantonnent un mouvement ouvrier dans lequel ils secrètent le corporatisme, l'individualisme, le chauvinisme et la division, à des formes de lutte insignifiantes, héritées de la période révolue de "croissance", et totalement inefficaces alors que l'heure n'est plus aux concessions quelles qu'elles soient. C'est la logique de leurs lignes politiques : le P.S.-C.F.D.T., après avoir été auréolé de leurs soutiens aux luttes "dures", ont maintenant alignés leurs prétentions réformatrices sur les intérêts les plus immédiats de la bourgeoisie face à la crise : ils admettent ouvertement que la classe ouvrière doit nécessairement faire les frais du redressement et limitent dès lors leur action à la négociation sur la manière de procéder. Le P.C.F.-C.G.T. contestent la bourgeoisie sur le terrain même de la gestion capitaliste et opposent un développement national au développement international des restructurations impérialistes. D'apparence plus radicaux, la défense de l'entreprise, de la nation impérialiste, revient au bout du compte à demander à la classe ouvrière de faire les frais du redressement. Ces différences entre les divers courants réformistes tiennent pour une part à la base sociale des uns et des autres, mais ils ont en commun d'exprimer les intérêts des couches petites-bourgeoises et aristocrates ouvrières qui ont intérêt à la bonne santé de l'impérialisme et d'appeler la classe ouvrière à "lutter" pour ces intérêts réactionnaires.

Parallèlement aux conséquences néfastes de la domination du réformisme sur un mouvement ouvrier déjà frappé par les conditions objectives nées, de la crise, les forces révolutionnaires connaissent une débandade caractérisée. Toutes les périodes de reflux du mouvement ouvrier connaissent le phénomène de l'abandon de la voie révolutionnaire par une partie des militants. Notamment les intellectuels, qui ont eu tant de poids dans le mouvement M.L. des années passées, savent bien s'enflammer pour la révolution quand la fièvre monte et que celle-ci apparaît comme une perspective pas très éloignée, mais savent aussi revenir à leurs études lorsque la lutte devient plus dure, lorsque la révolution apparaît comme une perspective éloignée, voire illusoire, à l'examen superficiel de la situation. Les forces révolutionnaires, les M.L. en particulier ont connu ces derniers temps ce genre de défections. Certaines crapules sont même passées à l'ennemi, n'ayant pas la pudeur d'ajouter le silence à leur abandon, et l'on a vu des anciens "leaders" d'extrême-gauche, parader dans la presse et l'édition bourgeoise pour cracher sur la révolution. Ce qui donne au phénomène une ampleur exceptionnelle aujourd'hui c'est que l'échec du socialisme en Chine après la mort de Mao, l'évolution négative du Vietnam Cambodge, et même de l'Albanie ont révélé les grandes lacunes théoriques des M.L. Alors que la Chine a été pour toute une génération de militants la réponse politique à la dégénérescence de l'U.R.S.S., la victoire des révisionnistes a porté le doute sur la question-même du but final. Si bien que le mouvement "normal" de défection des intellectuels les plus instables s'est étendu à un grand nombre de militants ouvriers et d'intellectuels révolutionnaires. Le reflux actuel du mouvement ouvrier est donc accentué par cette situation du mouvement révolutionnaire. Ces échecs du socialisme jouent aussi un rôle direct dans le reflux du mouvement ouvrier : les ouvriers, notamment les plus avancés, se posent des questions sur le but final, le socialisme, le parti, etc...

Quelles réponses apportons-nous à cette situation ? La première réponse c'est que nous ne croyons pas du tout que les facteurs objectifs qui déterminent la situation actuelle de reflux soient de longue durée. Certes nous pensons que la crise et la politique mise en œuvre par la bourgeoisie pour tenter de s'en tirer, modifie et modifiera encore la situation des classes sociales et les rapports entre elles, de même qu'elle modifie la structure interne de la classe ouvrière. Mais les facteurs qui dans l'immédiat favorisent la concurrence entre les ouvriers, l'individualisme, la peur et l'apathie, se transformeront en leur contraire. Leur effet total sera de créer les conditions d'un nouvel essor, d'une nouvelle unité de la nasse ouvrière. Mais il s'agit là de conditions qui se créent plus ou moins vite indépendamment de notre action. Notre action, par contre, doit

consister à préparer l'essor inéluctable dans les meilleures conditions possibles.

La deuxième réponse, c'est que nous devons lutter contre le réformisme et le révisionnisme dans la classe ouvrière, montrer aux ouvriers avancés la responsabilité des réformistes dans la situation actuelle. C'est là que l'on prépare les conditions d'un progrès de l'organisation révolutionnaire. Dans une période de reflux, consolider des cellules communistes dans la classe ouvrière, se livrer par leur intermédiaire à un intense travail de préparation idéologique et politique. Gagner aujourd'hui des individus un par un pour qu'ils entreprennent leur travail révolutionnaire afin que l'on recrute par centaines demain. "Aller à contre-courant est un principe révolutionnaire", continuer à propager nos objectifs, en quoi ils répondent à la situation et non rabaisser notre activité sous prétexte que les masses ne sont pas aujourd'hui prêtes à lutter. C'est l'objet de ce rapport de préciser comment nous devons accomplir cette tâche.

La troisième réponse c'est que pour mener l'ensemble de notre activité et gagner les militants découragés, nous plaçons au premier plan les tâches d'élaboration théorique. Aussi bien en ce qui concerne l'analyse concrète de la société, profondément modifiée par les suites de la crise capitaliste, qu'en ce qui concerne le bilan de l'expérience historique du socialisme, cette activité est déterminante pour donner toute sa profondeur à notre action dans la classe ouvrière.

Voilà dans quel plan d'ensemble ce texte sur la tactique communiste dans les combats partiels s'inscrit.

I . Combat partiel et révolution prolétarienne

La tactique touche tous les domaines de l'action des communistes, il n'existe pas de question à propos de laquelle les communistes puissent se contenter de fixer un objectif stratégique sans se pencher en même temps sur les moyens de l'atteindre, sur la tactique qui permettra d'atteindre l'objectif stratégique par le chemin le plus court. Et en matière de tactique le chemin le plus court n'est pas souvent la ligne droite. Nous abordons ici la tactique dans les combats partiels de la classe ouvrière, avec les implications et les limites que cela suppose :

- L'implication de faire le lien avec les principes généraux de toute tactique communiste.
- L'implication de se situer dans le cadre général de la période tactique de construction d'un parti d'avant-garde.
- L'implication de se situer dans la conjoncture particulière de reflux que nous connaissons aujourd'hui.

Quant aux limites, elles tiennent à l'objet particulier de ce texte et aux implications ci-dessus :

. Nous n'aborderons pas d'autres domaines-particuliers de la tactique : alliances de classes, unité des communistes¹, tactique militaire, etc...

. Nous n'aborderons, dans les combats partiels que ceux que nous connaissons aujourd'hui : lutte économique face aux empiétements du capital, lutte démocratique contre la réaction. Nous laissons de côté la question des "fronts", et en général la question des combats partiels d'envergure dans la période où l'essor du mouvement révolutionnaire pose la question du pouvoir sans être à même de la résoudre.

¹ Voir sur ce point « Résolution sur l'unité des communistes » dans la CDCI ou la brochure « Prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout »

A - NECESSITE DE LA PARTICIPATION DES COMMUNISTES AUX COMBATS PARTIELS DE LA CLASSE OUVRIERE

La révolution prolétarienne n'est pas un "grand soir" spontanément engendré par l'évolution des contradictions du capitalisme. Elle exige le travail conscient d'une avant-garde communiste et elle est préparée à travers de nombreuses batailles partielles. La position des communistes dans ces combats partiels et l'activité qu'ils déploient à ces occasions sont des composantes essentielles de leur orientation et de leur pratique. Le but révolutionnaire ne peut être atteint sans la participation des communistes à ces combats partiels :

1. Le Parti Communiste ne peut pas jouer son rôle d'avant-garde dans la révolution s'il n'a pas, auparavant, dans toutes les batailles préparatoires, conquis ce rôle dans les faits. C'est à travers les combats partiels que les masses ouvrières peuvent juger de la valeur de l'avant-garde, et peuvent acquérir la confiance en cette avant-garde. Sans cela, jamais les masses ne pourront marcher au même pas, aux moments décisifs, sous les ordres d'un état-major indiscutable et reconnu.

2. Au niveau des larges masses, la révolution ne peut être reconnue comme une nécessité découlant de leur situation, sur la base de la seule démonstration théorique de la justesse des objectifs des communistes ou de la nécessité historique de la révolution prolétarienne ; cela, seule une minorité peut le comprendre sous le règne du capital. Les masses ne peuvent comprendre la nécessité du renversement de l'ordre bourgeois que par l'expérience pratique des combats partiels ; compréhension que l'on peut résumer ainsi : la réalisation des besoins et des aspirations profondes ou immédiates des plus larges masses exigent le renversement du régime capitaliste et de la dictature bourgeoise. C'est pour ces raisons que la révolution prolétarienne (dans une situation de crise révolutionnaire) peut surgir de n'importe quel combat partiel, pour une revendication économique ou politique (démocratique), contre les préparatifs guerriers de la classe dominante, contre la guerre impérialiste menée par la bourgeoisie, etc., L'expérience pratique des masses n'enseigne pas spontanément la voie révolutionnaire, c'est justement le rôle du Parti d'avant-garde d'éclairer cette expérience par toute son activité dans les combats partiels.

3. Enfin, si le Parti Communiste n'a pas su conquérir la confiance des masses à travers toutes les batailles préparatoires ou du moins si cette confiance comporte des failles importantes, il lui sera impossible de diriger la classe ouvrière pour qu'elle conserve le pouvoir (à supposer qu'elle puisse le prendre) dans les situations chaotiques et particulièrement difficiles qui ne manqueront pas de surgir après le renversement de la bourgeoisie et au moment où il faudra consentir les plus grands sacrifices pour construire et non plus seulement pour détruire.

Dans la situation actuelle, la tâche tactique numéro un est la reconstruction du Parti par la conquête et l'organisation de l'avant-garde de la classe ouvrière. Est-ce que le principe général de la participation des M.L. ² aux combats partiels est aujourd'hui à rejeter, du fait de cette tâche tactique ? Évidemment non :

1. Quand nous disons qu'aujourd'hui nous ne pouvons pas diriger de vastes mouvements de masse du fait de la domination révisionniste sur les masses et du fait de notre propre faiblesse, nous n'en tirons pas la conclusion que nous devons nous écarter de ce mouvement ou ne pas faire des efforts pour l'orienter dans le sens de la lutte révolutionnaire. Il y' a sur cette question un abîme entre nous et les spontanéistes qui considèrent soit que le mouvement étant ce qu'il est, il faut "adapter" notre activité au niveau des illusions réformistes des masses (droite), soit que le réformisme dominant les masses, nous n'avons pas à chercher à orienter le mouvement et que

² Quand nous disons "participation" dans ce texte, il s'agit bien sûr de PARTICIPATION ACTIVE au mouvement des masses dans le but d'orienter et non pas de "pêche à la ligne" ou activité de pure propagande à l'occasion d'un mouvement de masse.

nous n'avons qu'à y faire notre propagande pour le socialisme ("gauche").

2. Si nous estimons que les M.L. doivent participer au mouvement des masses aujourd'hui dans la période de conquête de l'avant-garde, c'est parce que cette conquête est impossible sans une telle participation. Nous avons indiqué pourquoi les communistes doivent participer aux combats partiels en fonction du but révolutionnaire, mais il faut ajouter une considération supplémentaire : l'édification d'un Parti ou d'une organisation communiste ne peut se faire que dans la lutte des classes, dans les combats partiels et les batailles préparatoires qui se livrent dans la société capitaliste avant l'assaut final. Et cela est vrai, qu'il s'agisse de la période de conquête de l'avant-garde et de formation du Parti, ou qu'il s'agisse de la consolidation du Parti dans les périodes où celui-ci lutte pour la direction du mouvement des masses. Toute l'expérience du mouvement communiste international, celle du mouvement N.L. en France et la nôtre, pour aussi limitée qu'elle soit, confirme cette vérité : par la propagande seule, par l'activité d'un cercle propagandiste on ne peut conquérir les éléments avancés de la classe ouvrière au communisme. Tout au plus cette activité nous permet de gagner quelques individus épars, mais se révèle tout à fait insuffisant pour dégager de nouveaux éléments d'avant-garde une fois des éléments très politisés et avancés conquis. Si nous disons dégager c'est parce que l'idée selon laquelle on pourrait conquérir les ouvriers avancés par la propagande seule, provient d'une méconnaissance de la réalité de la classe ouvrière : les éléments avancés seraient là, tous prêts à attendre la bonne parole marxiste-léniniste pour nous rejoindre. Cette idée est fautive : il n'existe que des individus épars et peu nombreux qui sont dans cette situation, et c'est une singulière erreur que de croire qu'ils constituent à eux seuls l'avant-garde de la classe ouvrière. En réalité, ces éléments avancés il nous faut les faire surgir de la masse et les former au M.L. et c'est pour accomplir cette tâche que la participation des M.L. aux combats partiels est indispensable. Car c'est seulement par la vérification pratique de la justesse de nos propositions diverses et nos analyses dans ces combats que ces éléments se rapprochent de nous.

Cette vérification pratique, c'est la prise de conscience, sur le terrain, que la voie de la réalisation de leurs aspirations à changer la société, c'est la voie de la révolution prolétarienne. Et plus précisément encore aujourd'hui, c'est la prise de conscience que le plus court chemin vers cette révolution, c'est la construction d'une organisation communiste capable de mener la lutte pour la création d'un parti M.L.

3. Enfin, nous construisons une organisation communiste et non une secte théoricienne attendant que la "crème" du mouvement ouvrier la rejoigne sur la foi de la pure doctrine. Cela implique, que la participation active des communistes aux combats partiels, est aussi nécessaire comme moyen d'éducation des ouvriers conscients qui s'approchent de nous, sont organisés par nous ; sans oublier la formation par l'expérience de nos propres militants. C'est ce que l'on appelle : gagner les ouvriers avancés comme dirigeants du mouvement ouvrier.

B. OBJET DE LA TACTIQUE

L'objet de la tactique des M.L. dans les combats partiels c'est d'élever le combat que mène spontanément la classe ouvrière contre les capitalistes jusqu'au niveau du combat révolutionnaire pour la dictature du prolétariat et le communisme.

Spontanément, les ouvriers luttent contre le capital et pour l'amélioration de leur sort. Ils aspirent au changement, à un monde plus juste. L'idée du socialisme existe dans la classe ouvrière. Mais cette aspiration est confuse, tronquée. Entachée des erreurs des premiers états de D.D.P. et de 50 années de propagande bourgeoise sur les méfaits du socialisme. De fait ce n'est pas à travers l'analyse des contradictions essentielles du capitalisme que le mouvement spontané envisage une autre société. Cette analyse, seuls les M.L. la font et de ce fait peuvent exprimer les intérêts historiques du mouvement prolétarien. C'est la tactique des communistes dans les combats

partiels de passer et faire passer le mouvement prolétarien de la lutte pour ses intérêts immédiats à la lutte pour ses intérêts historiques, en luttant contre les images dénaturées du socialisme. En montrant la nécessité, l'urgence, la possibilité de la réalisation du socialisme. La tactique communiste gagne une bataille uniquement lorsque ce passage s'effectue peu ou prou. Contrairement à une opinion répandue, l'objet de la tactique M.L. dans un combat partiel ne se limite pas à l'obtention d'une réforme à l'occasion de ce combat (par exemple une augmentation de salaire), mais doit permettre la participation de ce combat partiel au combat général pour la D.D.P., l'élévation de la lutte de la classe prolétarienne contre la classe capitaliste.

L'élévation de la lutte de la classe ouvrière jusqu'à la lutte pour ses intérêts historiques, comprend plusieurs aspects :

- L'élévation de la conscience politique par la fusion du marxisme-léninisme et du mouvement ouvrier à partir des combats partiels. Processus où la théorie révolutionnaire elle-même s'édifie en liaison avec le mouvement réel.
- L'élévation des revendications en mots d'ordre jusqu'au niveau du programme de la dictature du prolétariat.
- L'élévation des formes et méthodes de lutte jusqu'au niveau de l'insurrection armée.
- L'élévation du niveau d'organisation de la classe ouvrière pour prendre et exercer le pouvoir.

En ce sens, la tactique communiste dans les combats partiels de la classe ouvrière est une partie de la préparation du prolétariat à l'exercice de sa dictature.

Il ne s'agit plus pour nous aujourd'hui de nous interroger sur le bien-fondé de la participation active des communistes aux combats partiels, c'est un fait d'acquis qu'il n'est plus besoin de démontrer. Par contre, nos expériences récentes et notre réflexion nous amènent à mieux définir le contenu de cette participation, les principes tactiques à mettre en œuvre dans la situation actuelle. Mieux définir le contenu de cette participation c'est à la fois mieux connaître le terrain de combat, qu'est-ce que le mouvement spontané aujourd'hui ? Quels sont les rapports du réformisme et du mouvement spontané ? C'est aussi mieux comprendre quel est le rapport de l'ensemble des tâches d'édification de l'organisation communiste, avec la participation des communistes aux combats partiels.

2. Le mouvement des masses ouvrières aujourd'hui

Pour appliquer une tactique communiste nous devons nous pencher sur la réalité de la classe ouvrière aujourd'hui, sur ce qu'est le mouvement spontané de nos jours et notamment sur les rapports que réformistes et révolutionnaires entretiennent avec ce mouvement spontané. Bien que nous soyons loin d'avoir analysé à fond ces questions complexes - liées à une réalité en mouvement perpétuel, nous essaierons de dégager quelques lignes-forces.

A. LE MOUVEMENT SPONTANÉ

Si l'on veut définir une tactique juste et efficace pour reconstruire un parti M.L. et, au-delà, faire la révolution, il est important de saisir la nature même de ce que l'on appelle le mouvement spontané de la classe ouvrière. On peut résumer ce qu'est le mouvement spontané, en disant qu'il est premièrement contradictoire, deuxièmement historique.

Le caractère contradictoire du mouvement ouvrier spontané, chaque militant communiste le perçoit par sa propre expérience dans les entreprises. Tous sont souvent confrontés à cette réalité qui rend les masses ouvrières capables des plus formidables mouvements, pleins

d'innovations tactiques, d'initiatives géniales, d'esprit de sacrifice et de lutte collectifs alors qu'à d'autres moments (ou au même moment) celles-ci sont propices à tomber dans les pires réactions corporatistes ou chauvines, à s'illusionner sur les plus plates recettes réformistes. Cela fait partie de l'expérience et reflète précisément la contradiction du mouvement spontané. Lénine a exprimé ce caractère contradictoire en indiquant que le mouvement ouvrier spontané était, par ses seules forces, réformiste, tout en ajoutant qu'il était aussi « l'embryon du conscient. »

L'ouvrier ne conçoit l'amélioration de son sort ou le changement de sa condition d'exploité que dans le cadre du régime existant, dans le cadre du capitalisme. Et cela parce qu'il est dans des conditions objectives et subjectives qui l'y conduisent. D'une part, vendeur de sa force de travail, il est comme n'importe quel vendeur de marchandises, dans une situation de concurrence avec les autres ouvriers, et il aspire spontanément à vendre plus cher sa force de travail, Et s'il se groupe en syndicat, c'est en premier lieu pour lutter contre la concurrence ou pour améliorer à son profit les conditions de cette concurrence. D'autre part, dans une société où le capital domine, toute la culture et l'idéologie bourgeoise sont tournés vers ce seul objectif : perpétuer les rapports sociaux capitalistes, les montrer éternels et éternellement perfectibles. Mais en même temps le développement de la production capitaliste, crée les conditions matérielles de l'unité la plus large des ouvriers : les conditions de vie et de travail se détériorent pour la masse, particulièrement dans les périodes de crise, le procès de travail est de plus en plus collectif avec les progrès de la division technique du travail ; l'ouvrier individuel détenteur d'un métier précis fait de plus en plus place à l'ouvrier standardisé, réduit à des travaux parcellisés et, qui plus est, très largement identiques d'une branche à l'autre de la production. La contradiction entre l'appropriation privée et le caractère social de la production ne cesse d'apparaître avec plus de netteté, une classe de capitalistes toujours plus collectifs et indifférenciés se trouve au grand jour en face d'une classe de prolétaires de plus en plus homogènes. Si bien que, dans les groupements initiaux des ouvriers, groupements destinés à assurer une meilleure vente de la force de travail, naissent sans cesse les aspirations et revendications qui expriment cette évolution des conditions objectives : résistance à la parcellisation, à la déqualification, résistance à la séparation de plus en plus profonde entre travail manuel et intellectuel, entre commandement et exécution, etc... Aspirations et revendications qui, pour autant qu'elles restent limitées par l'horizon borné de l'ouvrier dans la société capitaliste, s'expriment comme une volonté de réforme et d'amélioration du système, mais qui n'en constituent pas moins l'embryon de conscience des intérêts historiques du prolétariat, et la négation de la société capitaliste au sein même de cette société.

Le caractère historique du mouvement spontané, c'est que ses limites et son "embryon de conscience" ne sont pas donnés une fois pour toutes comme une vérité éternelle située au-dessus de la lutte des classes. Le contenu même de ses limites et de sa conscience varie dans l'histoire. Le mouvement ouvrier spontané reflète dans une certaine mesure (variable) les conditions objectives et subjectives dans lesquelles il évolue aujourd'hui et porte dans sa mémoire collective celles dans lesquelles il a évolué par le passé. Voici comment Lénine posait ce problème en Russie en 1902 (Que Faire ? p. 36. Ed. de Pékin) :

« Il y a spontanéité et spontanéité. Il y eut en Russie des grèves, et dans les années 70, et dans les années 60, grèves accompagnées de destruction spontanée de machines, etc. Comparées à ces « émeutes », les grèves après 1890 pourraient être qualifiées même de « conscientes », tant le mouvement ouvrier avait progressé dans l'intervalle. Ceci nous montre que « l'élément spontané » n'est au fond que la forme embryonnaire du conscient. Les émeutes primitives traduisaient déjà un certain éveil de la conscience : les ouvriers perdaient leur foi de toujours dans la pérennité du régime qui les accablait : ils commençaient... je ne dirais pas à comprendre, mais à sentir la nécessité d'une résistance collective, et ils rompaient délibérément avec la soumission servile aux autorités. Pourtant c'était bien plus une manifestation de lueurs de conscience : ou formule des revendications précises, ou tâche de prévoir le moment favorable, ou discute certains cas et exemples d'autres localités, etc. Si les émeutes étaient simplement la révolte de gens opprimés, les

grèves systématiques étaient déjà les embryons de la lutte des classes. Prises en elle-même marquaient l'éveil de l'antagonisme ouvriers patrons; mais les ouvriers n'avaient pas et ne pouvaient avoir conscience de l'opposition irréductible de leurs intérêts avec tout l'ordre social et politique existant, c'est-à-dire la conscience social-démocrate (au sens de communiste). Dans ce sens, les grèves de 1890, malgré l'immense progrès qu'elles représentaient par rapport aux « émeutes », demeuraient un mouvement essentiellement spontané. »

Ce passage est intéressant, non dans son mot à mot, mais dans la démarche qu'il implique. La démarche précisément nous invite à sortir du mot à mot : on ne parle pas du mouvement spontané en France en 1980 comme on en parlait en 1830 ou en Russie tsariste en 1902. Le mouvement ouvrier d'un pays, qui a connu deux partis révolutionnaires marxistes (P.O.F. et P.C.F.) et leur dégénérescence, des luttes de classes aussi importantes que la Commune, 1936, 1940-47, 1968 ; après la défaite du socialisme en URSS puis en Chine et la domination du réformisme depuis 40 ans, ce mouvement ouvrier est différent, ses limites et ses embryons de conscience ne sont pas les mêmes. A ces données historiques s'ajoutent les transformations successives de ces conditions économiques elles-mêmes, les profondes transformations la production capitaliste, de la division du travail, les modifications de la condition de la classe ouvrière. Comme nous allons le voir, si les limites réformistes du mouvement spontané et son niveau de conscience ne sont pas les mêmes à n'importe quelle ci menue et dans n'importe quelles conditions, cela ne veut pas dire que le mouvement ouvrier spontané est aujourd'hui plus conscient dans tous les domaines, qu'il y a 100 ans. Non, expérience accumulée ne veut pas dire connaissance rationnelle, conscience. Les succès et les échecs, les conditions objectives nouvelles produisent des conséquences tant positives que négatives, éclairent et aussi obscurcissent la conscience de classe ; même si d'une manière générale et au total, le niveau de conscience de la classe ouvrière s'est élevé comme son niveau culturel.

Quel est l'enjeu, du point de vue de notre tactique ? Il est considérable. On peut le résumer en 3 points :

1) Du caractère contradictoire du mouvement spontané, nous déduisons que nous devons prendre en compte les deux aspects de la contradiction pour intervenir. Soutenir, nous appuyer sur les idées justes, combattre les idées fausses, les limites réformistes du mouvement spontané. Nous devons systématiser les "embryons de conscience". Nous devons, selon l'expression de Lénine "donner la vraie parole de la lutte". La ligne politique d'une organisation communiste n'est juste que pour autant qu'elle exprime et élève ces aspirations, les relie entre elles et son but révolutionnaire. D'où une rupture avec une déviation présente dans le mouvement ML depuis de nombreuses années (nous y compris) : apporter au mouvement ouvrier une « théorie M.L. » toute prête et purement extérieure au mouvement des masses. Un retour à une conception dialectique en somme.

2) Le caractère historique du mouvement spontané nous indique que pour faire fusionner le M.L. et le mouvement ouvrier, on ne peut se dispenser d'en faire une analyse concrète, d'en, saisir les tendances, les aspirations contradictoires, les limites concrètes à un moment déterminé. Et on ne peut se dispenser de relier les mouvements dans les idées aux transformations matérielles de la société capitaliste. Sinon on tenterait vainement de faire pénétrer un dogme dans une classe ouvrière qui n'y trouverait pas la réponse à des problèmes vivants.

3) La méthode fondamentale de direction, la méthode qui régit le rapport entre les M.L. les masses, c'est la ligne de masse.

« Dans toute activité pratique de notre parti, une direction juste doit se fonder sur le principe

suivant : partir des masses pour retourner aux masses. Cela signifie qu'il faut recueillir les idées des masses (dispersées non systématiques), les concentrer (en idées généralisées et systématisées après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser, les expliquer, faire en sorte que les masses les assimilent, y adhèrent fermement et les traduisent en actions et vérifier dans l'action même des masses, la justesse de ces idées » (Mao : A propos des méthodes de direction).

- « recueillir les idées des masses » c'est faire une enquête, savoir ce qui se discute dans les masses et comment on en parle, quelles aspirations se manifestent, etc...

- « Aller de nouveau dans les masses » c'est faire notre propagande, propager la politique définie, l'expliquer et mener une action appropriée au degré d'acceptation de notre politique.

Au bout du processus, on élève le niveau de conscience des masses et ainsi, on vérifie la justesse de notre politique, on enrichit notre ligne.

La ligne de masse est une méthode de direction conforme à la théorie marxiste-léniniste de la connaissance. Elle nous permet d'apprendre en dirigeant.

B - QUELQUES REPERES ACTUELS

Où en est-on aujourd'hui ? Concrètement, quel est la situation du mouvement ouvrier spontané tel que nous le percevons, problèmes, idées et questions à résoudre ? Quelles modifications économiques et politiques sous-tendent le mouvement des idées ?

Les réponses à ces questions dépassent actuellement le niveau atteint par notre égide. Elles supposent non seulement un approfondissement de notre analyse de la crise actuelle, de l'évolution interne de la classe ouvrière et de ses rapports au Capital, des rapports de la classe ouvrière avec les autres classes de la société, etc..., mais encore elles exigeraient une base d'enquête et d'expérience bien plus vaste que la nôtre. Nous en sommes là-dessus au tout début de notre travail. Néanmoins nous pouvons fixer quelques grands axes, fruits de nos premières réflexions et qui déjà doivent orienter notre tactique.

• **Le mouvement spontané à l'époque du capitalisme monopoliste d'Etat.**

Il y a des différences importantes entre ce que l'on appelait mouvement spontané à l'époque du capitalisme pré-monopoliste et ce que l'on appelle mouvement spontané à l'époque du capitalisme monopoliste d'Etat (C.M.E.). Si, auparavant, la lutte économique des ouvriers contre leur patron était relativement autonome, séparée de la lutte politique, il y a aujourd'hui une politisation rapide de la lutte économique, et un passage relativement rapide de la lutte économique à la lutte politique (ce qui ne veut pas dire à la politique révolutionnaire). Parmi les raisons qui expliquent ce fait :

- La concentration extrême du capital qui fait que le patronat définit une ligne et oppose une attitude unique face aux ouvriers, qui fait que les luttes des ouvriers des grandes entreprises mettent assez vite en cause l'ensemble de la classe ouvrière = face l'ensemble du patronat (ex. Alstom, Renault, etc...).
- La fusion relativement poussée du capital monopoliste et de l'appareil d'Etat fait que la ligne définie par le patronat des grandes entreprises et celle du gouvernement sont donc d'une manière générale quasi-identique. La relative autonomie de l'Etat tient seulement à ce qu'il fait prévaloir les intérêts d'ensemble de la classe capitaliste sur les intérêts particuliers de tel ou tel patron. Il en résulte que la moindre grève mettant en cause cette politique (salaires, restructurations,...) se trouve en face de l'ensemble de la classe capitaliste et de son appareil d'Etat (justice, police). L'Etat, en tant que capitaliste collectif, est lui-même le plus important patron de France par le biais des entreprises nationalisées, des entreprises mixtes, des banques

nationalisées, etc.

- La socialisation très poussée de la production qui fait que tout mouvement à un bout de la chaîne industrielle a des répercussions rapides et profondes sur: le reste de la chaîne : approvisionnements, sous-traitances, transports... (voir le phénomène dit des "grèves-bouchons").
- L'internationalisation de la division du travail et de la production, le caractère international des échanges de marchandises, capitaux et matières premières, mettent au premier plan les questions de l'internationalisme prolétarien. Cette question est désormais posée, non comme une idée généreuse mais un peu lointaine, mais bien comme un problème posé bien concrètement et quotidiennement.

Cette situation propre à l'époque de l'impérialisme n'est pas véritablement nouvelle, l'I.C. en avait déjà parlé après la 1^{ère} guerre mondiale, mais le phénomène a pris de l'ampleur depuis et la crise ne fait que le développer encore (restructurations, division du travail plus poussée encore). Cela n'efface évidemment pas la différence entre lutte économique et lutte politique, il continue à se mener quotidiennement et sans publicité tapageuse une grande quantité de conflits économiques dans des petites entreprises ou dans les grandes, atelier par atelier. Mais, au niveau des grandes grèves dans la grande industrie, les circonstances que nous avons décrites font que le passage de la lutte économique à la lutte politique est facilité, relativement rapide.

La conséquence de cette situation, c'est qu'une organisation communiste ne peut, moins que jamais, faire de concessions à l'économisme, au syndicalisme borné. Les mouvements de la classe ouvrière aujourd'hui, nous indiquent toute l'importance de l'activité politique indépendante, et de plus, pour peu qu'on les examine avec un regard de révolutionnaire et non de syndicaliste, ils nous fournissent une matière extrêmement riche pour appuyer une agitation et une propagande vivante.

• La classe ouvrière, unité et divisions

La classe ouvrière lutte perpétuellement pour son unité, cette lutte traverse toute l'histoire du mouvement ouvrier. Elle est aussi une question d'actualité.

Pour guider le combat de classe, pour réaliser l'unité de classe nécessaire à ce combat, il faut comprendre que les divisions au sein de la classe ouvrière ont une base objective³ : la concurrence que se livrent les ouvriers entre eux sur le marché de la force de travail. Le développement du capitalisme, l'impérialisme avec une division du travail accrue, l'exportation des capitaux, etc... a encore élargi cette concurrence à travers les branches de la production, à travers les frontières. La parcellisation et la déqualification du travail, ont créé une masse de forces de travail simples. La concurrence entre ouvriers qui naguère pouvait plus ou moins se circonscrire à l'intérieur d'un métier déterminé, à l'intérieur d'une branche de l'industrie ou d'une région, touche aujourd'hui sur un même pied, une masse d'ouvriers universels, D.S. ou O.P., aptes à passer rapidement de la métallurgie à l'industrie alimentaire, de la confection à l'industrie automobile. Mais dans le même temps il s'agit d'une unification par le bas qui accroît les bases matérielles de l'unité de classe, comme nous l'avons souligné précédemment. L'unité de classe ou la division des rangs ouvriers est un enjeu de la lutte des classes. Sur ce terrain la bourgeoisie lutte contre la classe ouvrière et la classe ouvrière lutte contre la bourgeoisie. Avec pour seul objectif de restaurer le taux de profit et poussée par des facteurs économiques qui la dominent, la bourgeoisie développe une politique précise vis à vis de la classe ouvrière. Augmenter le taux d'exploitation et la productivité du travail, voilà le moyen unique pour atteindre son but. Aujourd'hui cela prend diverses formes que l'on pourrait résumer d'une seule phrase : briser les "acquis". Briser ce qui, en période de prospérité était le garant de la paix sociale relative et qui apparaît aujourd'hui comme autant d'obstacles à la restauration du taux de profit. Le gouvernement bourgeois s'y prend de deux manières :

³ Sur cette question, voir le n°1 Cause du Communisme

- soit en s'attaquant frontalement des acquis,
- soit en contournant l'obstacle par l'introduction de nouvelles mesures qui ont pour effet de briser les acquis.

L'attaque frontale, qui est obligatoire dans certains domaines, comme la Sécurité Sociale ou les salaires et les prix, est visible clairement, donc dangereuse, ce n'est pas la tactique préférée de la bourgeoisie, elle s'y risque par petites touches accumulées.

Les attaques indirectes sont les plus pernicieuses et les plus efficaces. Elles consistent en l'introduction de réformes truffées de concessions apparentes aux dirigeants réformistes du mouvement ouvrier afin de s'assurer leur concours, de fait sinon avoué. Une alouette de concessions, un cheval de remises en cause. Il en est ainsi dans d'innombrables domaines tels que, les congés supplémentaires - liés au taux d'absentéisme ; l'arrêt de l'immigration - liée à l'adoption d'un statut encore plus défavorable pour les étrangers : la réglementation de l'intérim - lié à une généralisation du travail précaire tirant vers le bas les conditions de travail de la masse ouvrière, etc...

Enfin, au cas où ces mesures provoqueraient des troubles, le gouvernement renforce considérablement l'arsenal répressif, législatif et policier, par la remise en cause de libertés démocratiques "acquises".

Parmi ces mesures les plus significatives pour la classe ouvrière sont celles destinées à accroître la division en accentuant la concurrence entre ouvriers et celles renforçant le pouvoir discrétionnaire des capitalistes sur le travail et donc la vie des ouvriers : l'introduction massive du travail précaire, le statut de sans-droits des immigrés d'un côté, l'horaire annuel permettant d'alterner le chômage non indemnisé et les semaines de 50 h de l'autre. Dans ces trois cas essentiels la bourgeoisie a établi le 'consensus' tant souhaité avec les réformistes et les révisionnistes, sur le fond des mesures sinon sur leur détail.

A travers son histoire, la classe ouvrière n'a jamais cessé la lutte contre la bourgeoisie et pour son unité de classe. Quels que soient les hauts et les bas de la lutte spontanée l'aspiration ouvrière à l'unité est extrêmement forte. C'est que, en même temps, qu'ils se livrent une concurrence entre eux, les prolétaires vivent la condition commune d'exploités et aspirent à surmonter les divisions nées de la concurrence, même s'ils ne s'élèvent pas spontanément à la conscience de leurs intérêts historiques qui seule leur permettrait de dominer les effets de cette concurrence. Où en est cette lutte aujourd'hui ?

Le même développement des forces productives qui élargit la concurrence entre ouvriers - et donc les facteurs de division au sein de la classe - crée des bases objectives à une unité plus large et plus profonde. Comme le notait déjà le "Manifeste du Parti Communiste" en 1848 :

"Or le développement de l'industrie n'a pas pour seul effet que d'accroître le profit et d'agglomérer des masses de plus en plus compactes. Le prolétariat sent sa force grandir. Les intérêts, les situations se nivellent de plus en plus au sein du prolétariat à mesure que le machinisme efface les différences de travail, et ramène presque partout le salaire à un niveau également bas..."

Cette organisation des prolétaires en une classe, et par suite en un parti politique, est à tout moment détruite par la concurrence des ouvriers entre eux. Mais elle renaît sans cesse, toujours plus forte, plus solide, plus puissante ».

La crise actuelle du système impérialiste ne fait que confirmer ces tendances notées par Marx dès 1848. Elle a considérablement accru les facteurs de divisions en exacerbant la concurrence entre

les prolétaires : fixes et précaires, français et immigrés, actifs et chômeurs, ceux des branches en expansion relative et ceux des industries sur le déclin, etc... Le premier résultat de cette situation a été que la crise n'a pas produit l'explosion instantanée à laquelle rêvaient les révolutionnaires de la génération de 68, mais au contraire un tassement du mouvement ouvrier, une division accrue, accentuée par le nationalisme et le corporatisme des révisionnistes. Le mouvement ouvrier spontané a été et reste très faible en rapport avec les mesures anti-ouvrières importantes que prend quotidiennement le gouvernement bourgeois.

Mais le cortège de restructurations et redéploiements que la crise oblige la bourgeoisie à effectuer l'agression sauvage contre tous les "acquis", les droits et les salaires, la montée du chômage et du travail précaire, tout cela prépare les conditions du réveil, d'une explosion plus puissante, plus radicale, plus violente encore que ce que l'on a connu en mai 68 et après. Cela est inéluctable.

Les conditions objectives qui favorisent aujourd'hui la division des rangs ouvriers, préparent à terme les conditions de l'unité des prolétaires. En effet, ce que l'on perçoit immédiatement, superficiellement, c'est l'accentuation de la division comme suite de l'élargissement de la concurrence entre eux. Il est vrai que c'est un des effets de la situation actuelle et de la politique active de la bourgeoisie. Mais ce n'est pas le seul effet. On ne peut pas séparer les mesures telles que le développement du travail précaire, les statuts multiples des immigrés, etc... des conséquences qu'elles auront pour la masse ouvrière, fixes ou précaires français ou immigrés. Le but de la bourgeoisie ce n'est pas de « diviser la classe ouvrière », non, cela n'est qu'un moyen pour faire baisser le prix de la force de travail et augmenter la productivité du travail. Les conséquences des mesures bourgeoises seront donc de tendre à égaliser vers le bas les conditions de vie et de travail de la masse ouvrière. Une autre conséquence de la « fluidité » de la main-d'œuvre, du travail précaire développé... sera de saper, au sein de la masse ouvrière, les bases du corporatisme, de l'esprit étroit de défense de l'entreprise, en créant une masse considérable de prolétaires n'ayant plus d'attaches matérielles avec une entreprise à part, n'ayant plus pour adversaire immédiat un patron bien précis mais un capitaliste collectif, une classe capitaliste. Cette situation ne crée pas spontanément la conscience révolutionnaire, mais crée les conditions d'une pénétration plus aisée de cette conscience dans la classe ouvrière. De même, cela accentuera la différenciation des conditions de travail et de vie d'aristocratie ouvrière porteuse de cette idéologie bourgeoise corporatiste, chauvine, attachée à « son » entreprise et à « son » impérialisme, d'avec la masse ouvrière, sans entreprise fixe, sans situation stable.

La crise et les restructurations mettent au premier plan cette division au sein de la classe ouvrière, celle entre une minorité d'aristocrates ouvriers et une masse déqualifiée, vouée aux travaux parcellaires et abrutissants. D'une part les restructurations et l'accroissement de la division technique du travail touchent toutes les branches de la production et rejettent de plus en plus à l'extérieur de la production directe les tenants d'une maîtrise technique, tandis qu'elles développent la masse des ouvriers déqualifiés voués à l'exécution, accentuant aussi la différenciation entre aristocrates ouvriers et ouvriers de la masse, alors même qu'autrefois les deux fonctions étaient réunies dans le même ouvrier qualifié. D'autre part, la crise et le redéploiement des capitaux qu'elle rend nécessaire, a pour conséquence de liquider certains secteurs fortement aristocratiques (imprimerie, machines-outils) pour développer d'autres secteurs de pointe (nucléaire, électronique) à l'intérieur desquels se renforce une aristocratie ouvrière. La conséquence de ces faits c'est d'aiguiser à l'intérieur même de la classe ouvrière la lutte entre une voie réactionnaire de défense des privilèges des aristocrates ouvriers, de retour en arrière et une voie révolutionnaire de lutte contre l'exploitation capitaliste elle-même, pour la marche en avant vers le socialisme.

Quels effets ont sur notre tactique ces éléments d'analyse de la situation de la classe ouvrière ? Il s'agit :

Premièrement, d'accorder toute son importance aux efforts que nous devons continuer de fournir pour approfondir ces analyses concrètes.

Deuxièmement, de prêter attention à la question de l'unité de classe à travers le contenu de nos mots d'ordre, les formes de lutte que nous préconisons, la propagande que nous devons faire. Saisir l'importance des batailles préparatoires qui touchent de près à cette question, comme un des principaux terrains de préparation de la révolution.

Troisièmement, en combattant pour l'unité de classe, montrer toute l'importance de la scission de la masse profonde de la classe ouvrière d'avec l'aristocratie ouvrière "cheval de Troie" de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier.

• Le poids des échecs du socialisme

On ne peut avoir une vue exacte du niveau de conscience du mouvement ouvrier aujourd'hui sans mesurer le poids des échecs subis par la révolution prolétarienne en URSS et dans les "démocraties populaires" et celui subi plus récemment en Chine, au Vietnam, à Cuba, etc... Pendant des dizaines d'années la fraction la plus avancée de la classe ouvrière a vu dans l'URSS la patrie du socialisme, le PCF a développé cette idée alors que l'URSS était un pays socialiste et lui-même un parti révolutionnaire. Il a continué à la développer alors que le capitalisme était restauré en URSS et que lui-même était devenu un parti réformiste contre-révolutionnaire. Les marxistes-léninistes ont montré la Chine de Mao comme un pays socialiste. Pendant des années les ouvriers avancés qui percevaient l'évolution révisionniste de l'URSS, se sont tournés vers la Chine, bien que l'influence de la Chine ait été de moindre durée que celle de l'URSS. Tout cela - et d'autres facteurs selon les couches de la classe ouvrière ou les individus - fait que la question du socialisme est une question posée au sein même du mouvement ouvrier spontané. Il faut ajouter que l'existence des révolutions prolétariennes en URSS, en Chine, fait évoluer la position de la bourgeoisie. Obligée de combattre autant à couvert qu'à découvert la bourgeoisie a secrété des partis "socialistes", une pléiade de partis bourgeois se réclamant du "socialisme", particulièrement dans les pays dominés par l'impérialisme il n'est plus une bourgeoisie nationale dans un pays dominé qui ne camoufle son appétit de classe exploiteuse en "socialisme" islamique, chrétien, africain, national, démocratique, etc... et même en "marxisme-léninisme" (Congo, Dahomey). La fraction immigrée de la classe ouvrière de France est donc partie prenante à ce débat sur le socialisme, avec ses influences propres, spécifiques. Notamment il s'agit de ne pas sous-estimer le poids idéologique du "socialisme islamique" (Algérie, Lybie, Iran,...) qui peut apparaître aujourd'hui comme la seule force conséquente d'opposition à l'impérialisme.

Est-ce à dire que par sa seule spontanéité, étant donné le caractère évolutif et historique du mouvement spontané, la classe ouvrière arrive aujourd'hui à la conscience socialiste, révolutionnaire ? Non. Cela signifie seulement que le mouvement ouvrier contemporain donne une forme différente à ses limites réformistes et à sa conscience embryonnaire. Cette forme différente, ce sont les idées fausses et justes sur le socialisme, sur l'expérience historique de la révolution prolétarienne, qui imprègnent la classe ouvrière d'aujourd'hui. Pas plus que la classe ouvrière n'arrive spontanément à la conscience révolutionnaire, pas plus ne tire-t-elle de l'expérience historique du socialisme les enseignements révolutionnaires. Il règne au contraire aujourd'hui la plus grande confusion sur la question du socialisme, comme conséquence des échecs non-expliqués, des enseignements non-tirés : une partie des ouvriers a une vision faussée du socialisme en l'assimilant à l'URSS, une partie rejette carrément le socialisme sous l'influence de l'image peu ragoutante que donne l'URSS, une autre partie, tout en s'en faisant une idée vague mais positive, est découragée de l'atteindre un jour en tirant de l'expérience soviétique ou chinoise l'idée que le pouvoir révolutionnaire dégénère obligatoirement, passés les premiers enthousiasmes des années initiales. Enfin, la dégénérescence bourgeoise des partis communistes issus de la 3ème Internationale, leurs pratiques bureaucratiques, la reproduction de ces tares bureaucratiques et

l'étouffement de la réflexion des militants chez les organisations M.L. qui prétendaient rompre avec le révisionnisme (PCML-PCR-Eveil) ont entraîné aujourd'hui certaines formes de rejet de toute organisation, de tout parti.

Il résulte de cette situation que, pour exercer une influence révolutionnaire sur le mouvement ouvrier et notamment sur les éléments avancés qui se posent ces questions le plus systématiquement, il nous faut restaurer une conception juste du socialisme. D'autant plus qu'au total, si la conception dominante assimile le socialisme au capitalisme restauré, c'est une situation qui favorise grandement l'emprise du révisionnisme et du réformisme sur la classe ouvrière, eux, en effet, présentent le capitalisme aménagé comme du socialisme. Restaurer une conception juste du socialisme exige de nous de remplir des tâches d'analyse historique que nous sommes loin d'avoir accomplies à ce jour : tirer les leçons de la restauration capitaliste en URSS et en Chine, tirer les leçons d'une expérience d'avant-garde comme la Révolution Culturelle chinoise. Et cela, non pour nous mettre en règle avec l'histoire, mais pour appliquer ces enseignements à notre programme révolutionnaire et pour en faire une propagande vivante qui réponde à des questions actuelles. Il résulte également de cette situation que nous devons restaurer - et appliquer - une conception juste du parti d'avant-garde, de sa raison d'être, de son rapport avec les masses, de son fonctionnement. Et là aussi, en rapport avec les avancées décisives de Mao Zedong sur les questions de la ligne de masse et du parti.

C. LES DEUX VOIES DU MOUVEMENT OUVRIER

Après ces quelques réflexions sur la nature du mouvement ouvrier spontané et sur certaines questions importantes de son existence concrète aujourd'hui, nous aborderons les rapports qu'entretiennent réformistes et révolutionnaires avec le mouvement spontané. Les réformistes, pas plus que les révolutionnaires, ne sont 'des hâtes de hasard' du mouvement ouvrier, ils y ont leurs racines, leurs idées y ont une base matérielle.

- Les réformistes et le mouvement ouvrier

Le courant réformiste le plus puissant dans la classe ouvrière est le révisionnisme. Le révisionnisme a sa base sociale au sein de la classe ouvrière : l'aristocratie ouvrière. L'impérialisme a créé l'aristocratie ouvrière moins par une volonté politique que par les nécessités de la production monopoliste: Cette couche n'a de privilèges que pour autant que l'impérialisme est en bonne santé, elle dépend du capital, c'est une de ses caractéristiques. Une autre caractéristique c'est qu'elle ne peut faire valoir ses droits de privilégiée face au capital qu'en conservant son hégémonie sur toute la classe ouvrière, elle dispose d'un appareil qui n'existe que pour maintenir cette hégémonie et grâce à cette hégémonie, la bureaucratie ouvrière. Ainsi le révisionnisme, qui représente politiquement cette couche mieux que tout autre courant réformiste, évolue dans cette contradiction : préserver le rapport social capitaliste et développer son impérialisme tandis qu'il lui faut maintenir son influence sur la masse qui fait les frais de ce rapport social et de ce développement. Le révisionnisme se présente donc comme une opposition au capital sur le terrain même de l'exploitation capitaliste : corporatisme, chauvinisme gestion capitaliste "démocratique". L'opposition" a une double fonction : formellement radicale elle sert à préserver l'influence sur la masse ouvrière et d'autre part elle est l'expression des revendications des aristocrates ouvriers et des bureaucrates "gestionnaires". Le contenu nationaliste et bourgeois de cette opposition signifie ; premièrement que l'aristocratie ouvrière, couche économiquement dépendante de l'impérialisme, n'a pas de politique indépendante de l'impérialisme ; plus la crise avance et plus les solutions révisionnistes se rapprochent des solutions de la bourgeoisie monopoliste (Manufrance, ARCT, les municipalités et l'immigration, etc...). Deuxièmement, avec l'accentuation de la lutte des classes et dans des situations révolutionnaires où le capital est en danger, le parti révisionniste est un parti ouvertement contre-révolutionnaire armé, un parti d'ordre, un rempart de la bourgeoisie comme ses devanciers allemands (Noske, Sheidemann), russes (Kerenski), etc...

La crise modifie-t-elle radicalement la position de l'aristocratie ouvrière et du parti révisionniste ? Nous avons dit que les restructurations et les redéploiements capitalistes frappaient l'aristocratie ouvrière aussi. C'est incontestable. Mais cela ne modifie pas fondamentalement la position de cette couche et de sa représentation politique : frappés, ils mènent des luttes réactionnaires pour la défense de leurs privilèges pour le retour en arrière, ils fournissent "plans de relance" sur "plans d'expansion" ; ils luttent contre la concurrence des capitalistes internationaux, exacerbent le nationalisme et la xénophobie. Et si certains parmi eux se détachent de ce point de vue c'est en fonction de leurs intérêts futurs de prolétaires de la masse (de la même manière que le Manifeste de 1848 posait le problème de la petite bourgeoisie). Enfin, il faut noter que, l'aristocratie ouvrière n'étant pas un accident politiquement "fabriqué" mais une nécessité de la production monopoliste elle-même, elle est frappée dans certains secteurs qui périssent mais Tenait dans d'autres qui prospèrent, conservant toute sa vigueur à défendre ses privilèges contre la masse ouvrière.

Les rapports qu'entretiennent les révisionnistes avec la classe ouvrière sont dominés par ce fait : ils ont une base sociale à l'intérieur de la classe ouvrière. Si ces rapports se réduisaient à ce fait, il serait relativement facile de combattre le révisionnisme et le réformisme en général. Mais ces rapports n'expliquent pas comment le réformisme maintient son influence sur la classe ouvrière, ni pourquoi cette influence est momentanée.

Nous avons indiqué que le mouvement ouvrier spontané est contradictoire : limites réformistes et embryon de conscience. Là est la clé, à la fois de l'influence réformiste et des bornes de cette influence. Le révisionnisme n'est pas en unité absolue avec le mouvement ouvrier spontané, il n'est en unité qu'avec le préjugé de l'ouvrier qui ne conçoit d'amélioration de son sort que dans le cadre du capitalisme, qui pense l'amélioration de son sort d'abord en tant que possesseur individuel de marchandise, en tant que vendeur de sa force de travail. Le révisionnisme s'appuie sur ces limites spontanément réformistes du mouvement ouvrier. D'où la défense de la promotion individuelle dans la hiérarchie capitaliste contre les autres prolétaires, le corporatisme contre les autres secteurs ou métiers dans la classe ouvrière, d'où la défense de l'entreprise capitaliste contre les concurrents, d'où la défense du capital national contre les autres capitaux nationaux... Oui, toutes ces étroites réformistes ont de l'influence dans la classe ouvrière parce qu'elles reposent sur une base matérielle et idéologique : la position de l'ouvrier face au capital et la perception immédiate qu'il en a. Si les rapports du révisionnisme avec la classe ouvrière se bornaient à cela, on pourrait en conclure que le révisionnisme est le représentant politique, non de l'aristocratie ouvrière (de la bourgeoisie à l'intérieur du mouvement ouvrier), mais de toute la classe ouvrière, et l'on pourrait en déduire qu'il a une domination éternelle sur le mouvement ouvrier. Mais ce serait une vue unilatérale. Marx a dit en 1848 : *"Le développement de la grande industrie s'appuie, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables."* (Manifeste du Parti Communiste p. 48 Ed. Pékín).

Comme nous l'avons indiqué le développement impérialiste - et la crise accentue le mouvement - réduit la promotion individuelle à un leurre et produit au contraire la déqualification, les métiers sont liquidés, la défense de l'entreprise capitaliste se fait sur le dos de l'ouvrier, la défense du capital national se traduit par une aggravation des conditions de vie des prolétaires et des peuples opprimés par l'impérialisme. Si les aspirations à l'amélioration de leur sort, de leurs conditions de vie et de travail (pour résumer des aspirations fort différentes et riches) s'expriment dans le cadre étroit du système capitaliste, ce système est la négation permanente de ces aspirations. Les projets d'aménagements du système par les révisionnistes sont donc, formellement, une prise en compte des aspirations ouvrières, fondamentalement une négation de ces aspirations. Si l'ouvrier veut améliorer son sort dans le cadre du capitalisme, il n'en limite pas pour autant sa revendication à ce qui est acceptable par le capitalisme à un moment donné, cela c'est le révisionnisme (le réformisme en général) qui le fait. Et la contradiction éclate çà et là dans la lutte des classes, les

contradictions entre le révisionnisme et les masses ouvrières sont aussi une réalité concrète. C'est en ce sens que nous disons que le révisionnisme dévoie les aspirations justes des masses. "Aspiration juste" veut dire donc "embryon de conscience" et non pas "conscience révolutionnaire". Ainsi "juste" n'est pas synonyme de "justice" au sens humaniste et moral, mais "juste" du point de vue des intérêts historiques de la classe ouvrière.

"Ce qui distingue la situation actuelle" écrit Lénine en 1916 en pleine guerre impérialiste, « c'est l'existence de conditions économiques et politiques qui ne pouvaient manquer de rendre l'opportunisme encore plus incompatible avec les intérêts généraux et vitaux du mouvement ouvrier. »

Ce qu'il nous faut bien comprendre aujourd'hui c'est que ces "conditions économiques et politiques" sont en train de mûrir. Le révisionnisme a pu asseoir son influence sur la classe ouvrière entière dans la période d'expansion relative de l'impérialisme français, de 1945 à 1974, car la consolidation de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière, s'est accompagnée d'une consolidation de leur influence sur la masse ouvrière à l'aide de concessions à la lutte syndicale "responsable", pacifique. Cette période est révolue et la capacité réelle de révisionnisme à canaliser les aspirations des masses ouvrières vers l'aménagement du système, ne cessera de s'amenuiser tant le système va tourner le dos à ces aspirations, même les plus élémentaires.

- Les révolutionnaires et le mouvement ouvrier

Les rapports des révolutionnaires et du mouvement ouvrier, c'est au fond l'objet de cette étude, aussi nous efforcerons-nous ici de formuler deux fils conducteurs essentiels, présents dans toutes les considérations tactiques que nous pouvons avancer.

Le premier est très bien résumé dans ce passage écrit par Engels en 1894 (La Révolution italienne à venir et le Parti socialiste) : *"Depuis 1848, la tactique qui a plus souvent assuré des succès aux socialistes, a été celle du Manifeste Communiste. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, les socialistes (communiste) représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité... ils combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement."*

"Les socialistes prennent souvent une part active dans les phases évolutives que parcourt la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, sans jamais perdre de vue que ces phases ne e ont qu'autant d'étapes menant au premier grand but, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, comme moyen de réorganisation sociale. Ils ont leur place parmi les combattants pour n'importe quel avantage immédiat à obtenir dans l'intérêt de la classe ouvrière s et ils acceptent ces avantages politiques ou économiques mais comme des acomptes seulement."

Le deuxième, c'est que les rapports des communistes avec le mouvement ouvrier sont régis par la ligne de masse et qu'ils ne peuvent faire pénétrer la conscience révolutionnaire dans le mouvement qu'en systématisant les embryons de conscience du mouvement spontané, en répondant scientifiquement aux aspirations justes des masses, en répondant aux questions posées par le mouvement des masses de l'époque. Ce que Marx a résumé ainsi : *« Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés et découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne Sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existant d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux. »* (Manifeste du P.C., Ed. de Pékin, p. 49).

De ce qu'est aujourd'hui le mouvement ouvrier spontané et des rapports des réformistes et des révolutionnaires avec la classe ouvrière, on peut en conclure que la tactique révolutionnaire est spécifiquement anti-réformiste. La lutte contre le réformisme dans la classe ouvrière est la préparation de la révolution. Le réformisme est le principal soutien social de la bourgeoisie et la présence du réformisme dans la classe ouvrière ne doit rien au hasard, son hégémonie sur la masse non plus. On peut dire que la fin de l'influence majoritaire du réformisme sur la classe ouvrière, c'est le début de la révolution prolétarienne. Si aujourd'hui le but immédiat de notre tactique anti-réformiste c'est de gagner les ouvriers avancés au M.L., cette tactique n'est en rien conjoncturelle. Lorsque les ouvriers avancés seront gagnés au M.L., cette tactique évoluera dans ses formes certes, mais son contenu anti-réformiste demeurera.

3. L'action indépendante de l'organisation communiste

On appelle "action indépendante" de l'organisation communiste, l'ensemble des activités d'agitation, de propagande et d'organisation, eue l'O.C. mène en son nom propre, autour de son programme révolutionnaire, et sans autre limite que ses propres capacités et que les conditions nécessaires à l'efficacité de ses activités. "Action indépendante" par opposition (de forme) à toute l'activité de l'O.C. dans les organisations de masse, dans les combats partiels, là où son activité est forcément limitée par de nombreux facteurs tels que le domaine d'action d'une organisation de masse, le niveau de conscience de ses membres à un moment donné, le but limité d'un combat partiel, etc... Dans la période actuelle, et pour définir une tactique dans les combats partiels de la classe ouvrière, il importe de savoir quel est le rôle, la place de l'action indépendante, et quels sont ses rapports avec la tactique.

A - QUEL SALUT AUJOURD'HUI ?

La nécessité de la révolution prolétarienne ne découle pas de vastes projets utopiques ou de constructions de l'esprit : elle est inscrite dans la réalité même de l'évolution des contradictions de la société bourgeoise. L'évolution du capitalisme appelle le socialisme. Nous pouvons rendre cela apparent non seulement dans les grandes questions politiques et économiques que la vie soulève, non seulement dans les grands affrontements des classes, mais encore à travers une multitude de questions, de faits, de contradictions que l'actualité met chaque jour en avant nationalement, ou dans une usine ou encore dans les rapports internationaux.

La tâche première de l'organisation communiste est donc de faire apparaître cette nécessité : le renversement de l'ordre capitaliste à travers tous les faits et événements d'actualité. Cette activité politique indépendante est la première activité communiste par ordre d'importance, c'est elle que nous devons développer en premier lieu qu'il s'agisse de l'activité centrale ou de l'activité particulière de chaque cellule de l'organisation. Par son contenu l'action politique indépendante de l'O.C. touche donc tous les domaines de la vie sociale et politique, elle est absolument indispensable en particulier pour élever la conscience des ouvriers au-delà des seuls rapports ouvriers/patrons. En éclairant par notre activité différents aspects de la vie sociale et politique, nous donnons aux ouvriers (aux éléments avancés en premier lieu) une vue plus large des contradictions de la société capitaliste, du mouvement et de la position des différentes classes et couches de la société, de leurs rapports avec le socialisme. Pour mener la lutte revendicative pour des réformes les ouvriers n'ont pas besoin de cette connaissance de la société, la compréhension de leurs rapports avec les capitalistes leur suffit ; par contre pour mener une lutte révolutionnaire et pour devenir des éléments d'avant-garde de leur classe la compréhension des seuls rapports ouvriers/patrons est insuffisante.

L'action indépendante de l'O.C. ne peut donc pas se limiter aux seules questions posées par la lutte immédiate, spontanée de la classe ouvrière : même si l'on dit des choses justes sur cette lutte, cela est encore insuffisant, étroit. La lutte spontanée concerne pour une large part des questions économiques (salaires, conditions de travail, etc.) et la "politisation" de la lutte économique, si elle est nécessaire, ne constitue pas l'essentiel de l'activité communiste. Pour fusionner en une seule lutte révolutionnaire, la lutte économique et la lutte politique, les communistes doivent donc introduire dans le mouvement ouvrier (de l'extérieur des rapports ouvriers/patrons) l'ensemble des questions et des autres sujets abordés par leur programme révolutionnaire et que la vie sociale met sur le devant de la scène constamment.

Au fond si l'on intervient de façon privilégiée ou exclusivement dans les débats sur les luttes immédiates, c'est que (consciemment ou inconsciemment peu importe) on se fixe pour objectif premier de "contribuer" à la lutte immédiate et non de faire contribuer cette lutte à la lutte révolutionnaire.

Ces questions (extérieures aux seuls rapports ouvriers/patrons) sont-elles : aujourd'hui "extérieures" à la classe ouvrière ? Non, le développement énorme des moyens d'informations, des voyages et échanges, le brassage des nationalités, etc... font que les questions les plus diverses sont discutées dans la classe ouvrière. D'autre part, si autrefois les principales classes et couches sociales autres que la classe ouvrière et la bourgeoisie étaient en dehors du lieu de production ou même en dehors des concentrations urbaines (paysannerie), aujourd'hui le développement de l'économie capitaliste a concentré sur les lieux de production et dans les villes, une partie primordiale des couches non-prolétariennes, techniciens, cadres, employés, etc... Cela ajouté aux considérations que nous avons faites sur les conditions actuelles du passage de la lutte économique à la lutte politique. Toutes ces questions sont plus présentes que jamais à l'intérieur de la classe ouvrière, et les révisionnistes l'ont très bien compris, car ils fondent leur influence non plus sur un "économisme" classique, du type des premiers "économistes" critiqués par Lénine, mais sur un point de vue réformiste bourgeois sur toutes les questions.

Nous sommes à la période de conquête des ouvriers avancés ; cette conquête se fait contre le révisionnisme prioritairement, si une organisation communiste n'est pas en mesure d'élever sa capacité d'intervention au niveau où se situent les questions et les réponses apportées par le révisionnisme, jamais elle ne progressera. Si la masse ouvrière est aujourd'hui touchée par les questions politiques les plus variées, les éléments avancés de la classe ouvrière le sont d'autant plus.

Or, une période de reflux pose devant les révolutionnaires la question de leur activité politique avec encore plus de force qu'une période de flux du mouvement ouvrier. Nous ressentons fortement notre isolement relatif et l'interrogation sur les moyens d'en sortir est une question cruciale. Dans une période d'intense mouvement spontané, l'opportunisme peut faire illusion en se mettant dans le courant, en étant la mouche du coche du courant. Mais aujourd'hui où il faut aller à contre-courant, où il faut profiter du calme pour préparer les conditions politiques et organisationnelles d'une activité d'avant-garde lorsque viendra la tempête, aujourd'hui l'opportunisme, sous ses formes spontanéistes ou dogmatiques, est stérile et ne peut faire illusion.

La voie opportuniste c'est de s'aplatir devant le reflux du mouvement de masse, de se fixer pour objectif central de "trouver" les mots d'ordre en retrait qui pourraient faire bouger le mouvement de masse en reflux. La voie opportuniste c'est de croire que la confusion qui existe aujourd'hui sur le but final, le doute, etc... peut se dissiper lorsque l'on gagnera dans les luttes immédiates au lieu de comprendre qu'il faut avant tout que les M.L. aient eux-mêmes un programme, une conception claire du socialisme pour pouvoir en faire apparaître l'urgence à travers les événements de la vie. L'opportunisme confortable c'est de croire qu'aujourd'hui les ouvriers avancés ne se posent plus les questions du but final, qu'ils n'ont pas des questions politiques élevées à poser, et que par conséquent, point n'est besoin pour les M.L. de faire un travail d'élaboration théorique et de

propagande politique pour gagner ces ouvriers en répondant à ces questions. Ou bien, variante : se contenter de faire une propagande autour de quelques principes 'éternels'.

Il y a aujourd'hui deux voies bien nettes qui se dessinent pour les M.L. :

Ou bien considérer que les ouvriers avancés ne viennent à nous que si l'on répond aux questions posées par la lutte des classes en France et dans le monde, aux questions posées par les échecs du socialisme.

Ou bien considérer que les ouvriers avancés ne se posent pas ou plus ces questions et que la clé se trouve dans le développement de luttes partielles victorieuses sous la direction des M.L., pour redonner 'le goût' de la lutte à ces ouvriers.

Nous montrerons d'ailleurs que la deuxième voie ne permet précisément pas de mener d'autres luttes que réformistes ou permet de ne les pas mener du tout.

Les deux voies peuvent se ramener en fait à ceci :

- Comprendre que gagner aujourd'hui, en période de reflux, des individus un par un, les organiser en leur donnant une vue élevée du but et des moyens de l'atteindre à mesure que l'O.C. élabore sa ligne et son programme, c'est préparer en révolutionnaire les luttes à venir.
- Borner son horizon au mouvement spontané et à ses hauts et ses bas, abdiquer du travail révolutionnaire sous prétexte qu'on gagne aujourd'hui que quelques individus alors qu'il faudrait gagner les masses et se préparer à n'être qu'un fétu de paille lors des tempêtes révolutionnaires.

De par les conditions générales de la lutte prolétarienne, et des rapports entre conscience et spontanéité tels que les ont définis les grands théoriciens du marxisme, l'activité indépendante de l'O.C. doit être la première activité communiste. Si l'on confronte ces principes M.L. à la réalité concrète, aux conditions concrètes de la lutte pour la création d'un parti M.L. on peut se convaincre de leur grande actualité.

B - L'ACTION INDEPENDANTE DE L'OC CONDITIONNE TOUTE TACTIQUE

Nous ne prétendons pas que la question des mots d'ordre et formes de lutte, qu'il faut être en mesure d'avancer dans les combats partiels, est sans intérêt. Non. Pour adopter une tactique juste, il faut être capable de définir mots d'ordre et formes, c'est vrai, c'est une de nos préoccupations actuelles. Mais si l'on veut adopter une tactique révolutionnaire, c'est-à-dire faire contribuer tout combat partiel à la lutte révolutionnaire, la question déterminante, c'est la préparation politique que l'on fait avant et pendant la lutte : sans activité indépendante à propos de tous les domaines de la vie sociale, il est parfaitement illusoire de mettre en œuvre une quelconque "tactique" dans les luttes immédiates ; qui plus est, à l'heure actuelle où nous sommes le plus souvent un courant minoritaire dans les masses dominées par le révisionnisme. Si nous n'avons pas mené un combat incessant contre les positions réactionnaires et révisionnistes, ce n'est pas la découverte d'un mot d'ordre, même juste, qui fera un miracle(1). En quoi l'agitation, la propagande politique vivante et multiforme, crée-t-elle les conditions à la mise en œuvre d'une tactique révolutionnaire dans les combats partiels ?

Parmi les éléments avancés, il s'agit de répondre à leurs besoins politiques et idéologiques dans toute leur ampleur, sur tous les sujets qui les préoccupent {par le journal, tirages à part, bulletin restreint, réunions de propagande), de diriger ainsi leur propre activité parmi les masses, de les

souder à l'organisation en élevant leur niveau de conscience jusqu'à leur participation à la lutte pour la construction du Parti. Sans cette activité qui-groupe autour de nous des forces organisées, sympathisantes ou seulement bienveillantes, comment pourrait-on parler de tactique dans les luttes immédiates ? Dans quel but ? Quelles forces serions-nous capables de faire manœuvrer au service de notre stratégie ?

Parmi les masses plus larges, il s'agit de créer un courant favorable à nos positions, défavorable à celles des réformistes. Il s'agit de s'engouffrer dans toutes les brèches, d'utiliser toutes les contradictions entre les révisionnistes et les masses. Ce travail ne connaît pas une progression linéaire, parfois on a l'impression de "prêcher dans le désert", mais tout à coup lorsque la lutte s'exacerbe on voit ressortir des idées que l'on a semées. Ce travail crée les conditions de notre participation influente ou dirigeante aux combats partiels. "Préparer l'opinion pour prendre le pouvoir", cette formule de Mao résume parfaitement l'attitude générale des communistes.

Comment peut-on imaginer, alors que le révisionnisme domine largement le mouvement ouvrier, qu'il intervient, lui, dans tous les domaines (municipalités, écoles, alliances de classes, syndicat, international, etc...), comment dans ces conditions peut-on imaginer que le problème clé c'est de trouver le bon mot d'ordre à l'heure H ? Si nous n'avons pas combattu ouvertement et avec ténacité le révisionnisme dans tous les domaines, la lutte des masses sera inévitablement dominée par le corporatisme, le chauvinisme, les mots d'ordre adoptés seront tronqués, réactionnaires. Et au lieu d'être (au moins) un important courant révolutionnaire, nous serons isolés, nous ramerons à contre-courant, mais un peu tard pour influencer sur le cours des choses. Et nous perdrons un temps précieux.

C - LE FONDEMENT DE L'ACTION INDEPENDANTE DE L'OC C'EST LE PROGRAMME

L'activité indépendante de l'O.C. est le maillon à saisir aujourd'hui pour gagner les ouvriers avancés au communisme pour pouvoir mettre en œuvre une tactique révolutionnaire dans les combats partiels et par là tremper nos militants et gagner de nouveaux éléments. Mais on peut dire aussi que, seule cette conception de nos tâches permet d'avancer le moment venu le bon mot d'ordre, de faire le tri parmi les revendications justes et fausses d'un mouvement.

En effet, notre activité ne doit pas se contenter d'être une critique virulente de la société bourgeoise et des positions réformistes à travers les faits d'actualité ou les luttes des masses ; nous devons en même temps montrer comment la solution des problèmes posés par la société capitaliste, les tares de cette société et les aspirations des masses exigent le renversement de l'ordre capitaliste. Nous devons rattacher toutes les manifestations de la pourriture de l'impérialisme à la nécessité du socialisme, plus précisément " encore, rattacher telle ou telle manifestation particulière à telle ou telle mesure du programme de la révolution prolétarienne. Nous devons organiser le combat autour du programme révolutionnaire.

Cela signifie :

Premièrement, c'est notre capacité à élaborer le programme révolutionnaire, à faire l'analyse concrète de la situation économique et politique, qui détermine en fin de compte la profondeur et la qualité de notre action indépendante. Une fois acquise la conviction que l'action indépendante de l'O.C. est bien la clé de notre développement et de la construction d'un parti M.L., encore faut-il que l'O.C. produise la matière, élabore une politique adaptée à la situation. Bien souvent l'étroitesse de l'agitation et de la propagande provient de l'étroitesse ou de l'absence d'analyses de la réalité sur laquelle on veut avoir prise.

Deuxièmement, c'est cette élaboration programmatique c'est la conscience de plus en plus claire du but final qui nous permet de nous comporter en dirigeants dans les combats partiels, à soutenir les revendications justes contre les réformistes, à préconiser les formes de luttes justes, etc... En effet par quelle alchimie ou recette miracle serait-on en mesure d'orienter un combat partiel sur la santé par exemple, si l'on n'a pas analysé en profondeur la réalité de la santé sous le capitalisme et envisagé son avenir sous le socialisme ? C'est pour cette raison que tous les spontanéistes, qui prétendent qu'aujourd'hui l'essentiel, ce n'est pas l'élaboration programmatique et théorique, mais la "découverte" des revendications et des formes de lutte qui nous permettront de "gagner" dans les combats partiels, se privent en fait des moyens nécessaires pour accomplir avec succès les tâches qu'ils se fixent. Sans conception claire du but final, on ne peut qu'être ballotté entre les diverses nuances opportunistes à propos des diverses questions abordées par le mouvement de masse.

D - L'ELABORATION DU PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE EST UN PROCESSUS DIALECTIQUE

Si l'élaboration du programme, et d'une façon plus générale l'élaboration théorique joue un rôle déterminant pour toute activité révolutionnaire, y compris pour notre capacité à mettre en œuvre une tactique, n'est-il pas préférable de cesser toute activité dans les masses pour un temps et de se consacrer à cette élaboration ?

A cela nous répondons catégoriquement non. Seule une organisation communiste peut mener à bien ces tâches, seule la construction d'une organisation pensant et agissant est capable de répondre à ces tâches. Pourquoi ?

On peut remarquer que les innombrables cercles ou groupes M.L. qui, ayant pris justement conscience de nos faiblesses théoriques, se sont repliés dans l'étude, n'ont jamais produit d'avancées décisives. C'est une donnée incontestable de l'histoire et de l'actualité du mouvement M.L. Et il y a, à ces carences, une explication simple : les individus qui se sont ainsi repliés étaient ou sont tout à fait capables d'accomplir un travail théorique créateur, cela est hors de question. Mais ils se sont mis en dehors des conditions nécessaires à l'accomplissement d'un tel travail : on ne peut pas tricher avec la théorie marxiste de la connaissance. Sans liens avec les masses, sans participer activement à la lutte des classes, on ne peut pas élaborer quoi que ce soit de décisif en matière de théorie révolutionnaire. Comme le soulignait Mao, on peut regarder les fleurs du haut de son cheval ou on peut descendre de cheval pour examiner les fleurs. Et une méthode ne peut remplacer l'autre.

On peut remarquer qu'il existe une autre tradition parmi les M.L., une tradition spontanéiste pour qui « théorie venant de la pratique », il suffit de se jeter à corps perdu dans l'activisme, le plus souvent anarcho-syndicaliste, pour engendrer l'élaboration théorique dont nous avons besoin. Et cette tradition-là, a fait des dégâts considérables et est en partie responsable de la permanence de la domination du révisionnisme sur l'avant-garde ouvrière et du révisionnisme-bis du PCML-PCR sur le mouvement M.L.

Cette contradiction, ce balancier au sein des M.L., n'a pas de solution individuelle ou même ne peut être résolue par un cercle ou un petit groupe. Un individu ne dispose que de 24 h par jour, pour manger, dormir, travailler et faire de la politique... A supposer que cet individu ait une conception correcte de l'élaboration théorique, il ne peut la mettre en œuvre. Cette contradiction n'a de solution que par la construction d'une organisation communiste, en tant qu'intellectuel collectif. Une organisation capable de mener des expériences et de les synthétiser, d'appréhender le champ de la pratique directe et indirecte, d'étudier l'histoire et la réalité actuelle et de vérifier la justesse (ou l'erreur) de ces conceptions par la pratique.

L'organisation communiste permet de résoudre la contradiction théorie-pratique, par l'application de la ligne de masse dans ses rapports avec la classe ouvrière et en appliquant le centralisme démocratique dans ses propres rangs.

Bien sûr, aujourd'hui, nous avons un retard considérable dans l'analyse de l'expérience accumulée, non seulement par nous-même, mais encore par le mouvement communiste international. L'élaboration d'un programme ne dépend pas seulement de notre expérience directe, les moyens de communication modernes nous fournissent des données nombreuses, et ce serait une incroyable étroitesse de prétendre qu'on ne peut élaborer une position théorique et politique que dans les domaines de notre expérience directe. Mais l'expérience directe, la lutte pour transformer le monde et pas seulement pour l'expliquer, sont indispensables pour la justesse de l'explication. C'est un microscope irremplaçable pour ne pas s'égarer, pour aller à l'essentiel, pour résoudre les questions posées par la lutte de classe aujourd'hui et non celles posées hier ou qui le seront à l'avenir ; pour faire contribuer les enseignements des luttes d'hier à la direction de celles d'aujourd'hui et non pas se perdre dans l'infini du domaine de la science.

En ce sens, la participation des communistes aux combats partiels de la classe ouvrière n'est pas simplement un moyen de conquérir l'avant-garde ouvrière à court terme, c'est aussi une activité indispensable à l'élaboration du programme lui-même, et donc, dans un deuxième temps de renforcer la conquête des éléments avancés de la classe ouvrière aujourd'hui et des masses demain.

4. Les problèmes actuels de notre tactique dans les combats partiels

Nous avons rendu compte dans notre journal de trois grèves importantes auxquelles nous avons participé, nous avons eu une position active dans la lutte des résidents des foyers Sonacotra, nous avons mené une campagne contre les lois Bonnet-Stoléru, contre le décret Imbert ; chaque fois des problèmes tactiques différents se sont posés à nous. Mais dans l'ensemble la question essentielle toujours posée est celle-ci : qu'est-ce qu'avoir une position dirigeante dans un combat partiel ? C'est une question complexe car, étant donné la diversité des situations qui se présentent à nous, il est difficile de codifier une tactique précise. Néanmoins, nous avons acquis un peu d'expérience, cette expérience nous permet de définir globalement certains principes tactiques, en positif et en négatif.

A. DES ERREURS A EVITER

Ces erreurs, nous n'avons pas encore appris à les éviter vraiment et sous une forme combinée nous en avons reproduit certaines.

En premier lieu, il faut éviter l'erreur qui consiste à rester sur le terrain de la critique idéologique du révisionnisme, sur le terrain de la généralité. Sous prétexte que l'on doit gagner les éléments avancés, on pourrait en conclure qu'il suffit d'une propagande d'ordre général à propos d'une lutte. Or, comme nous l'avons indiqué, il faut dégager et gagner les ouvriers avancés, ils n'existent pas "à l'état pur", prêts à recevoir la bonne parole. Pour ce faire il est nécessaire de saisir le moment d'une lutte pour les faire passer du particulier au général, pour leur faire comprendre à travers les méandres d'un combat partiel, les conditions politiques du combat général. Dans ce cas la propagande générale est tout à fait insuffisante, il faut que les M.L. interviennent concrètement sur le déroulement du combat en prenant position sur les revendications, les formes de lutte, les propositions tactiques, etc... Bref, en proposant une position dirigeante à tous les niveaux, afin de pouvoir véritablement passer du particulier au général. Le lien entre notre propagande générale et

les combats concrets de la classe ouvrière ne se fait pas spontanément. Si nous nous contentons du combat idéologique nous apparaissions comme un courant d'idées, même si ces idées sont reçues avec intérêt, mais rien comme une organisation dirigeante alternative au réformisme. De ce fait les ouvriers avancés ne font pas le pas vers nous.

En second lieu, il nous faut éviter de tomber dans le spontanéisme pratique. C'est-à-dire, qu'ayant compris qu'une des conditions pour édifier l'organisation communiste c'est de participer aux luttes de masse, en rester au niveau de la masse, sous prétexte de ne pas s'en couper. Se noyer dans le mouvement de masse, c'est oublier le but final, c'est subordonner la révolution à la réforme et non l'inverse. Aujourd'hui où le mouvement de masse est dominé par le révisionnisme, cela revient en pratique à s'aligner sur le révisionnisme et à se couper des éléments avancés. Les masses en effet, se divisent toujours en éléments avancés, moyens et arriérés. Notre tâche c'est de s'appuyer sur les éléments avancés pour gagner les éléments moyens. S'appuyer sur les éléments avancés, ce n'est pas flatter leurs déviations, c'est synthétiser leurs aspirations les plus révolutionnaires en une proposition pratique, tactique, leur permettant à leur tour de gagner la masse moyenne en combattant le révisionnisme et le réformisme. On ne doit pas prétexter le niveau moyen pour ne pas mobiliser les éléments avancés mais justement les mobiliser pour qu'ils transforment la situation de la masse moyenne. Ce faisant on n'y arrive pas toujours, mais on a une activité dirigeante conséquente qui nous rapproche des ouvriers les plus conscients et par leur intermédiaire, de la masse.

En troisième lieu, il ne faut pas couper les éléments avancés de la masse. Avons-nous besoin des ouvriers avancés pour conquérir les masses ou bien avons-nous besoin de ces camarades pour nous tenir au chaud dans une secte ? C'est une question importante. Il arrive assez fréquemment que les ouvriers avancés manifestent des tendances putschistes, aventuristes, qu'ils aient tendance à partir au combat seul ou même contre la masse. Quoi est notre tâche ? Flatter ces tendances pour caresser dans le sens du poil, pour se taire bien voir ? Non, ces tendances sont la preuve d'un état d'esprit révolutionnaire mais la marque d'un manque de conscience révolutionnaire. Nous devons expliquer qu'un combat partiel, pas plus que la révolution ne sont l'œuvre d'un petit groupe résolu, et que la position la plus révolutionnaire qui soit, c'est de lutter en tenant compte du niveau de la masse moyenne en définissant une position et une tactique pour gagner la masse restante ou tenter de la gagner. C'est là une œuvre de direction communiste, d'éducation révolutionnaire et non la position d'un 'chef de bande'. Il faut s'en tenir à cette position même s'il faut lutter dur pour convaincre des ouvriers avancés très en pointe.

Enfin, il arrive rarement que nous commettrons des erreurs aussi flagrantes, bien souvent nous les combinons : mais toutes ensemble elles ne constituent pas une tactique juste ! Par exemple, il peut arriver que l'on ait à la fois une activité suiviste par rapport à la ruasse en même temps qu'une propagande générale juxtaposée. Ces deux erreurs font bon ménage, elles témoignent alors de notre incapacité à avoir une véritable activité dirigeante, à passer du particulier au général, à grouper les éléments avancés autour de nous pour mener une action en direction des masses. Pour éviter ces erreurs et avoir une activité dirigeante nous avons déjà souligné le rôle primordial de l'action indépendante et soutenue de l'O.C., c'est en effet cette action de préparation qui permet le moment venu de grouper autour de nous les éléments les plus avancés. Mais d'autres considérations sont à prendre en compte pour mener en révolutionnaires les combats partiels : la question des revendications à avancer ou à soutenir, les formes et les méthodes de lutte à promouvoir, les traits particuliers de la tactique adaptés à la lutte contre le révisionnisme, etc.

B. REVENDICATIONS ET MOTS D'ORDRE

Nous luttons autour du programme révolutionnaire, il indique le but que nous poursuivons, c'est une boussole. Néanmoins pour orienter le mouvement des masses, pour lutter contre le révisionnisme, nous sommes confrontés à la nécessité de formuler ou de soutenir des revendications plus partielles. Ces revendications, nous les soutenons en nous fondant sur un certain nombre de critères quant à leur contenu, de telle sorte qu'elles servent l'élévation de la conscience révolutionnaire, qu'elles facilitent la lutte finale et non qu'elles obscurcissent le but. Mais avant même d'examiner ces critères, il est important de se pencher sur le caractère relatif de ces revendications partielles, sur le rapport général entre réforme et révolution.

- REFORME ET REVOLUTION

Une série de profondes divergences opposent les marxistes-léninistes et les opportunistes de toutes nuances autour des rapports entre la réforme et la révolution. Ces divergences peuvent se ramener à celle-ci : pour les opportunistes réformistes "le mouvement est tout, le but final n'est rien" et la révolution (ou les "changements profonds") n'est accomplie que par une suite de réformes partielles qui sous le règne du capital transforment progressivement et relativement pacifiquement la société. Pour les révolutionnaires au contraire, la réforme n'est qu'un sous-produit de la lutte révolutionnaire et les "changements profonds" ne peuvent avoir lieu qu'au prix du renversement de l'ordre impérialiste et qu'avec l'instauration de la dictature du prolétariat. Si bien que les réformistes et les révolutionnaires ne diffèrent pas seulement sur les grands problèmes du socialisme et du communisme, ils s'opposent également sur les questions les plus immédiates du mouvement ouvrier. Les réformistes "proposent" à la société capitaliste des réformes petites ou grandes dans le but d'améliorer son fonctionnement, de résoudre ses problèmes, et révisent leurs prétentions réformatrices ainsi que les formes et méthodes de lutte en fonction des exigences de la bonne marche de la société bourgeoise. Les communistes au contraire posent devant la société capitaliste des exigences conformes seulement aux besoins et aux aspirations profondes des masses en même temps qu'à leurs intérêts historiques sans se soucier de la santé du capitalisme et dans le seul but de hâter la prise de conscience par les masses ouvrières et semi-prolétariennes que "s'ils veulent vivre le capitalisme doit mourir".

Il découle de là qu'une revendication "juste", est une notion tout à fait relative. Revendication juste plutôt que révolutionnaire car le terme "révolutionnaire" peut laisser croire qu'une revendication l'est par nature. Or une revendication n'est révolutionnaire que dans une situation donnée. "Le pain, la paix, la liberté", mots d'ordre révolutionnaires en février 1971 en Russie, et peut-être, mot d'ordre sans signification dans une autre circonstance. Nous employons "juste" dans un sens beaucoup plus large : cela permet d'élever l'activité et la conscience révolutionnaire à un moment donné sans pour autant être "porteur d'insurrection". Utiliser "revendication révolutionnaire" dans le sens le plus large, par opposition aux mots d'ordre tronqués, opportunistes, donc confusionnistes, sans pour autant constituer une hérésie si la compréhension qu'on en a et qu'on en donne reste correcte.

On appelle "revendication juste" une revendication qui peut servir l'avancée révolutionnaire à un moment donné. Cela dépend de plusieurs variables.

Le niveau de conscience des masses, qui fait qu'un mot d'ordre peut être : ou trop avancé et donc incapable de faire l'unité de l'avant-garde et des masses à un moment donné et de tirer en avant le mouvement pratique ; il contribue alors à couper les communistes et les franges les plus avancées du mouvement, de la masse moyenne ; ou trop en retrait et donc incapable d'élever le mouvement pratique et la conscience des masses, il constitue alors un frein au mouvement et contribue à couper les communistes des franges les plus avancées du mouvement de masse.

Le rapport des forces entre bourgeoisie et mouvement des masses, qui fait qu'un mot d'ordre ou

une revendication peuvent être juste ou erroné : un mot d'ordre trop " aventuriste " peut gâcher les chances de victoire et précipiter la répression du mouvement des masses par la bourgeoisie dont on aurait sous-estimé les forces en surestimant celle du mouvement. Un mot d'ordre trop en retrait, correspondant à une étape dépassée par le rapport des forces entre bourgeoisie et prolétariat permet à la bourgeoisie de "sauver la situation" en accordant une réforme (même "radicale"; car lorsque son pouvoir est en jeu, la bourgeoisie est prête à accorder toutes sortes de réformes pour sauver l'essentiel, consolider sa situation, diviser le mouvement des masses puis passer à la contre-offensive. Un exemple typique est constitué par les "Accords de Grenelle" en juin 1968, où, avec la complicité des chefs réformistes, le gouvernement a lâché quelques réformettes économiques alors que les revendications politiques étaient posées par le mouvement de masses, et que la question du pouvoir venait au premier plan.

Pour les communistes, lancer des revendications et mots d'ordre justes implique donc la capacité à analyser la situation et à élever leurs mots d'ordre en fonction de l'élévation de la conscience des masses et du rapport des forces entre bourgeoisie et prolétariat. C'est une des questions les plus cruciales de la subordination de la réforme à la révolution.

En outre, la subordination de la réforme à la révolution ne peut se faire sans une intervention indépendante de l'OC, un travail idéologique et politique dans le combat partiel. La détermination de revendications et mots d'ordre ne suffit pas à élever le combat, la "démarcation concrète" avec le réformisme ne suffit pas à le combattre efficacement. Les communistes doivent montrer l'avenir dans le combat du moment. Montrer l'avenir dans le combat du moment, c'est d'abord s'attacher à montrer le caractère éphémère de toute réforme aussi longtemps que le capitalisme reste debout ; mais cela ne suffit pas. Il s'agit de montrer comment le socialisme est une exigence en s'appuyant sur les aspirations des masses, sur les faits, sur les formes et méthodes de lutte, apparues dans le cours du combat et qui ne sont pas toujours étroitement liés à l'objectif parfois modeste du combat. Il s'agit de s'appuyer assez souvent sur les événements dans le déroulement même d'une grève plutôt que sur la plate-forme revendicative elle-même, surtout lorsqu'il s'agit d'un combat économique. C'est dans le cours de cette activité que les communistes relient aspirations et faits au programme révolutionnaire. Montrer l'avenir dans le combat du moment ne se limite pas à indiquer la nécessité de telle ou telle revendication du programme révolutionnaire. Il faut également autant que possible, indiquer aussi les voies et moyens de la réalisation de cette revendication, les conditions économiques ou politiques de sa réalisation. Par exemple aujourd'hui, il est nécessaire de montrer la reconstruction d'un Parti Communiste comme un des moyens politiques de la réalisation des aspirations des masses ; par exemple, les premières mesures que doit prendre le pouvoir prolétarien et qui ne peuvent être prises qu'après la chute du pouvoir bourgeois doivent être propagées en montrant la nécessité de la prise du pouvoir pour les lises. Pour des revendications plus modestes, économiques ou démocratiques, certaines réclament les efforts de la classe ouvrière entière tandis que d'autres peuvent figurer au nombre des victoires partielles d'une partie seulement de la classe ouvrière (différence entre une revendication sur la Sécurité Sociale et une revendication de salaire). Sur tout cela, la propagande M.L. dans les combats partiels, doit intervenir et ne pas laisser par exemple les réformistes "glisser" dans les grèves partielles d'usine des revendications "nationales" (type Sécurité Sociale ou relèvement du SMIC) pour la forme, sans indiquer les conditions de leur réalisation et sans lever le petit doigt pour créer ces conditions. C'est dans ce cadre - voies et moyens - qu'on attache de l'importance à la compatibilité ou à l'incompatibilité de telle ou telle revendication ou mot d'ordre avec le capitalisme. Les revendications incompatibles ECONOMIQUEMENT avec le système capitaliste, ou incompatibles POLITIQUEMENT (dans une situation politique précise) doivent être propagées en même temps que la conscience de leur incompatibilité et que les conditions politiques de leur réalisation : le renversement de l'ordre bourgeois.

- CARACTERE CONTRADICTOIRE DE LA REFORME

Produit accessoire, sous-produit, acompte... nous utilisons tous ces mots pour parler de la réforme, cela ne veut pas dire que nous tenons la réforme (la victoire dans un combat partiel) pour un produit méprisable de la lutte révolutionnaire : « *Si la classe ouvrière ne luttait pas pied à pied au quotidien avec le capital, elle se priverait elle-même d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure* » (Marx : *Salaires, prix, profit*). »

Mais les communistes n'ont pas pour but de lutter pour les réformes, leur seul but est la révolution prolétarienne, car la réforme est une mesure partielle qui s'attaque aux conséquences de l'exploitation capitaliste et non à la cause. Aucun acquis n'est jamais définitif, les réformes (pour autant qu'elles aient un certain contenu) sont constamment remises en cause et vidées de leur contenu par la bourgeoisie, d'où l'impasse du réformisme en tant que ligne politique de transformation de la société. Cela est important à comprendre et à faire comprendre mais là n'est pas l'essentiel, ce n'est pas cela qui indique le caractère de la réforme. Ce qui caractérise essentiellement la réforme en régime capitaliste, c'est son contenu contradictoire : « *Toute réforme pour autant qu'elle en soit une (et non une mesure rétrograde, conservatrice) marque un pas véritable, une étape vers quelque chose de mieux. Mais toute réforme dans la société capitaliste a un caractère double. La réforme est une concession faite par les classes dirigeantes pour retenir, affaiblir, étouffer la lutte révolutionnaire, pour diviser les forces et l'énergie, pour obscurcir la conscience des classes révolutionnaires.* » Lénine

L'obtention d'une hausse de salaire, l'amélioration des conditions de travail, etc. sont un pas véritable dans la mesure où cela allège la peine de l'ouvrier et améliore temporairement son sort ; la concession par la bourgeoisie d'une revendication démocratique, de même, peut permettre l'unité plus profonde des ouvriers et donner des moyens supplémentaires pour organiser la lutte révolutionnaire. En ce sens la réforme est un pas en avant et seuls peuvent nier cela, ceux des révolutionnaires petits-bourgeois qui s'imaginent que la famine est une condition nécessaire à la révolution prolétarienne. Mais la réforme même la plus avancée est également un compromis d'un moment dans la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. L'obtention d'une revendication (économique, politique, démocratique) est aussi le signe que la classe ouvrière n'a pu aller jusqu'au bout dans son combat, qu'elle est arrêtée en chemin. La réforme acquise favorise également, dans une certaine mesure, la bourgeoisie qui en profite pour chanter les louanges d'un régime qui "permet" de telles "victoires" ; les réformistes en profitent pour tenter d'asseoir leurs duperies de la classe ouvrière sur des faits concrets et palpables en présentant les revendications acquises comme autant de petits pas vers le socialisme ou "l'autogestion".

C'est en raison de ce double caractère de la réforme en régime capitaliste que ce qui nous intéresse au plus haut point n'est pas tant le pas "concret" qu'une réforme représente à un moment donné, mais plutôt le pas que la lutte pour l'obtenir représente dans la conscience de classe des ouvriers. Ce pas de la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière n'est pas le même s'il s'agit d'une réforme acquise au prix d'une lutte ouverte et unie contre la bourgeoisie, obligeant celle-ci à céder et les ouvriers contraints d'accepter ce compromis parce qu'à bout de forces, ou bien s'il s'agit d'une réforme octroyée par les capitalistes dans la négociation "à froid" avec les réformistes, et d'un contenu tronqué, diviseur, asservissant pour les ouvriers ou une partie d'entre eux.

- CRITERES DES REVENDICATIONS ET MOTS D'ORDRE

Dans le mouvement de masse nous avançons toujours deux sortes de revendications : premièrement, nous propageons les revendications essentielles du programme révolutionnaire qui, ensemble représentent le but que nous poursuivons, et chacune d'elle une mesure particulière que prendra l'état de dictature du prolétariat. De ce fait, notre programme devra contenir une partie concrète, à côté d'une partie générale. Cette partie concrète doit traduire l'essentiel programme révolutionnaire en quelques revendications afin de rendre le but que nous poursuivons plus simple,

plus clair, et notre agitation politique plus unifiée autour de revendications-clef.

La distinction entre "partie générale" et partie concrète" que nous utilisons n'a rien à voir avec la distinction entre programme minimum et programme maximum. A l'étape de la révolution socialiste en effet les communistes n'ont aucun "programme minimum" tendant à résoudre les problèmes du capitalisme et de l'impérialisme ou simplement constituant une "étape" réformiste entre le capitalisme et le socialisme. La partie concrète au programme est une émanation du programme de la révolution socialiste, une "traduction", disons-nous, qui s'appuie sur les aspirations des masses et leurs besoins pour formuler de façon vivante les mesures que les communistes exigent de la société au stade de développement historique qu'elle a atteint. En formulant un tel ensemble de revendications nous ne nous préoccupons pas du tout de savoir si elles sont "compatibles" ou non avec la dictature bourgeoise et l'existence de la société capitaliste. Au contraire nous nous préoccupons de savoir avant tout si elles correspondent aux besoins des masses et si elles sont "compatibles" avec le programme de la révolution socialiste, et si elles lient correctement les deux. L'essentiel de l'action indépendante de l'O.C., d'une manière permanente et non seulement dans les combats partiels, se fait autour et au nom de ces revendications-là : rattacher tel ou tel événement ou besoin des masses aux revendications du programme révolutionnaire.

Deuxièmement, il est bien évident que les combats partiels de la classe ouvrière ne se mènent pas d'emblée autour de ces revendications-là, d'autant plus dans la situation actuelle où le réformisme est largement dominant. En général des objectifs plus partiels sont l'objet de luttes ouvrières et de mouvements plus larges. Les communistes doivent-ils, au nom de leur programme, camper sur leurs positions et se contenter de propager leurs objectifs ? Non, si l'on adopte cette position on se met en état de repli sectaire et l'on se condamne à tenter d'influer sur le mouvement par la seule propagande. Et l'on se prive de la possibilité de convaincre les masses ou les éléments avancés selon les cas, par le cheminement pratique, par l'expérience menée en commun. Il est donc nécessaire de soutenir des objectifs plus partiels, et de les formuler nous-même lorsque nous le pouvons, afin d'entraîner les masses, ou une fraction d'entre elles selon les cas, au combat. Cette formulation est d'ailleurs assez souvent l'enjeu d'un combat avec les réformistes qui formulent eux-mêmes des revendications en retrait sur le niveau de conscience des masses, ou bien ne mènent aucune activité pour que les masses s'emparent de revendications plus élevées, ou bien formulent des revendications tronquées, pures duperies de la classe ouvrière. Et lorsque la revendication elle-même n'est pas l'enjeu du combat, nous nous opposons encore à leurs tentatives pour la lier à des objectifs réformistes d'aménagement du capitalisme ou pour maintenir les formes de lutte dans le cadre de ce qui est acceptable pour la bourgeoisie.

La difficulté à formuler ce deuxième type de revendications tient pour l'essentiel dans la relativité de la justesse de toute revendication ou mot d'ordre selon la situation concrète. Et moins nous avons de connaissances de la situation concrète plus il est difficile de les formuler. Malgré tout, quant au contenu, nous pouvons nous donner quatre critères qui sont l'aune à laquelle nous mesurons toute revendication à soutenir ou à formuler :

I. Conformité avec le programme de la révolution à l'étape actuelle

C'est-à-dire que nous ne soutenons pas

- les revendications réactionnaires (au sens exact du terme) celles qui tendraient à faire tourner la roue de l'histoire à l'envers. Par exemple : nous ne défendons pas la petite entreprise contre la grande, la petite propriété paysanne contre la grande exploitation. Nous ne luttons pas contre le "monopolisme" au nom de la libre concurrence mais au nom du socialisme. Nos revendications ne doivent pas être contradictoires avec le programme de la révolution socialiste et pour celles qui sont formulées en dehors de nous, nous ne soutenons en aucun cas des revendications passéistes et réactionnaires.

- De la même manière, nous ne formulons ni ne soutenons des revendications qui sont en avance sur l'étape actuelle de la révolution-(le socialisme). Par exemple, nous ne soutenons pas la revendication anarchiste "Suppression de l'état", ou encore "Suppression de la production marchande", ou encore "Suppression de la monnaie", toutes revendications qui sont au programme, non pas de la révolution socialiste à l'étape de la lutte pour instaurer la dictature du prolétariat, mais à celui de l'état de dictature du prolétariat pour réaliser le communisme. Ce premier critère est le plus fondamental des quatre.

2. Caractère entier et non-tronqué des revendications

Nous mettons en avant des revendications entières et non tronquées. C'est à dire que nous ne rabaissons pas les revendications et mots d'ordre qui correspondent aux intérêts des masses et du devenir historique de la société, en fonction des impératifs de la bonne gestion d'une entreprise, de la bonne santé du capitalisme, ou de la défense de l'ordre bourgeois. En un mot, nous ne limitons pas nos revendications à ce qui compatible avec le capitalisme comme le font tous les réformistes.

Seulement nous tenons compte du niveau de conscience et de préparation des nasses (éléments avancés, moyens, arriérés) à un moment donné, comme point de départ à partir duquel nous formulons des revendications capables de tirer en avant le mouvement t. C'est la seule limite que nous nous imposons afin de ne pas rester dans un repli sectaire. Au contraire, les révisionnistes tronquent les revendications en fonction de la bonne marche de l'entreprise, de la santé de l'impérialisme français, ou pour mettre le mouvement ouvrier à la remorque des couches petites-bourgeoises ou bourgeoises, ou des aristocrates ouvriers.

3. Caractère unificateur

Le troisième critère auquel nos revendications doivent répondre, c'est le caractère unificateur de leur contenu. Les communistes luttent, au-delà des différences et oppositions secondaires, parmi les ouvriers, pour qu'apparaisse dans toute son ampleur l'unité des intérêts historiques de la classe ouvrière et l'antagonisme fondamental de la société, celui entre bourgeois et prolétaires. De ce fait, ils veillent à ce que leurs revendications contribuent à unifier (organiser) la classe ouvrière par-delà les divisions entre nationalités, entre fixes et intérimaires, entre sexes différents, etc... Par exemple : l'accord syndicats réformistes/patronat/gouvernement sur la "mensualisation" est l'exemple typique de la réforme qui divise. Entre fixes et intérimaires - temporaires, entre actifs et chômeurs. A contrario, la revendication démocratique de l'égalité absolue de tous les droits entre Français et Immigrés est un bon exemple de revendications justes unificatrices.

4. Contre l'assujettissement de l'ouvrier au capital

Le quatrième critère est de ne jamais avancer ou soutenir des revendications qui impliquent un assujettissement renforcé de la classe ouvrière aux plans du capital ou à la tutelle administrative et policière de l'Etat bourgeois. Et ce, dans le but de renforcer la conscience de l'indépendance du mouvement prolétarien et son indépendance la plus grande dans les faits, et rien de développer des illusions sur le rôle d'arbitre de l'Etat et des tendances à l'assujettissement aux plans du capital conçus comme des "nécessités objectives". Prenons des exemples. Notre plate-forme revendicative contient les revendications de "liberté de circulation" et de "carte d'identité (de séjour) illimitée". A partir de là, il est juste de soutenir un mouvement de masse qui ne se fixerait comme objectif que : "l'interdiction des expulsions" ou même "contre l'expulsion de tel ou tel individu", sans que nous cessions notre action en faveur de la "liberté de circulation" pour autant. Par contre, jamais nous ne soutiendrons la revendication de l'expulsion démocratique' décidée par les juges plutôt que par la police, car elle implique l'assujettissement à la tutelle de l'Etat bourgeois et les illusions sur son rôle d'arbitre au-dessus des classes. L'autre exemple concerne une revendication économique. Nous sommes pour les 35 heures, la Sème semaine de congés payés, les "ponts" payés et chômés. Mais jamais nous ne défendrons l'horaire annuel de 1 600 heures,

bien que 1 600 heures représentent (à peu près) la réalisation des 35 h x 47 s + les "ponts" payés ; et cela parce que l'horaire-annuel correspond à un renforcement de l'assujettissement de la classe ouvrière aux plans du capital c'est à dire en l'occurrence aux fluctuations de ses besoins à court terme en matière de production.

C - FORMES ET METHODES DE LUTTE

Les formes et méthodes de lutte que nous préconisons sont des moyens pour atteindre notre but révolutionnaire, des moyens pour élever le niveau de conscience de la classe ouvrière de son rôle historique de ses tâches révolutionnaires. Moyens seulement certes, mais pas neutres : les réformistes et les révolutionnaires s'opposent sur les formes et les méthodes de lutte. Cependant, on dit souvent que les réformistes peuvent se subordonner n'importe quelle forme de lutte. Et c'est vrai, pourvu qu'ils conservent leur influence prépondérante sur l'orientation même de la lutte et dans la mesure où ils agissent pour lui ôter tout caractère subversif.

- LES FORMES ET METHODES SONT L'ENJEU D'UNE LUTTE ENTRE M.L. ET REVISIONNISTES

Les formes et méthodes de lutte sont déterminées par notre but révolutionnaire, elles peuvent plus ou moins le servir mais aucune forme de lutte n'a, en elle-même, de valeur révolutionnaire. Nous ne rejetons à priori aucune forme de lutte comme "réformiste" par nature, et nous n'accordons aucune valeur fétiche à une forme en particulier. Formes et méthodes de lutte déterminées par notre but révolutionnaire, cela veut dire que notre tâche est d'élever le niveau du combat ouvrier depuis les formes les plus simples (grève) jusqu'à l'insurrection armée contre le pouvoir bourgeois. Notre tâche est également de préparer la classe ouvrière à l'exercice du pouvoir à travers les méthodes de lutte par la promotion de la méthode du centralisme démocratique, méthode fondamentale d'organisation et de lutte de la dictature du prolétariat. Lorsque nous disons que les révisionnistes peuvent se subordonner n'importe quelle forme de lutte, nous n'en déduisons pas qu'il faut manifester de l'indifférence à la question des formes et méthodes de lutte. Ils sont capables de s'adapter à une forme prise par le mouvement des masses, comme ils s'adaptent aux aspirations justes des masses : pour le dévoyer et préserver leur influence. Jamais ils n'utilisent la méthode démocratique prolétarienne (centralisme démocratique) pour mener le combat. Il y a donc bien une opposition entre réformistes et révolutionnaires sur la question des formes de lutte, mais elle porte plus sur l'utilisation de telle ou telle forme dans un moment déterminé plutôt que sur la "reconnaissance" de principe d'une forme de lutte particulière. Soucieux de préserver l'existence de la société capitaliste au nom de la réforme de cette société, les réformistes limitent le combat de la classe ouvrière au soutien à leurs marchandages avec la bourgeoisie ; lorsque le mouvement est inévitable, ils le contiennent dans le cadre de ce qui est "réaliste", c'est à dire acceptable pour le gouvernement et le patronat ; lorsque le mouvement se durcit malgré eux, ils cherchent à le maintenir dans le cadre de la légalité ; lorsque le prolétariat y manifeste son indépendance et le marque d'une empreinte révolutionnaire, ils "élargissent" aux "autres couches" en subordonnant les formes (et les objectifs) de lutte aux préjugés des autres couches. Bref, ils tirent le mouvement en arrière au nom de la réforme, alors que nous devons le pousser en avant vers la révolution.

La bataille autour des formes de lutte est d'autant plus nécessaire aujourd'hui en période de crise : face au cynisme et à la détermination de la bourgeoisie, les formes de lutte traditionnelles, pratiquées par les réformistes depuis des dizaines d'années, apparaissent comme totalement impuissantes, inefficaces. Si l'on observe les mouvements de lutte de ces derniers mois, on peut y déceler - aussi bien dans la sidérurgie qu'à Alsthom par exemple - des tendances naissantes à briser les formes pacifiques de lutte et à déborder le manège "protestation digne" - négociation, pour mener des actions illégales et violentes. Dans la situation de reflux que nous connaissons, ces tendances sont le signe annonciateur des combats futurs. Or, dès qu'apparaissent ces tendances, la collaboration des révisionnistes avec la bourgeoisie est totale soit sous la forme ouverte de la délation (voir P.L.P. 21 sur Alsthom-Belfort), soit sous une forme déguisée : les révisionnistes

organisent alors eux-mêmes des actions illégales qu'ils contrôlent étroitement, qui s'opèrent à l'écart des masses et qui servent de "soupape de sécurité" devant la radicalisation des masses (sidérurgie).

Naturellement, étant le fait de petits groupes d'ouvriers actifs ou politisés, ces formes violentes ne sont pas toujours préparées ni employées à bon escient, mais loin de nous en tenir à "critiquer" ces tâtonnements, nous devons au contraire orienter et organiser, autant que possible, ces luttes pour qu'elles ne se coupent pas de la masse et contribuent à isoler les réformistes. De plus ces tendances violentes ne se limitent pas aux grèves ouvrières les plus significatives, elles se manifestent également dans les quartiers populaires et sous la forme de ce que la bourgeoisie appelle "la délinquance" des jeunes. Tout cela nous indique que nous devons accomplir un important travail de réflexion et de propagande sur la question des formes de lutte, un terrain sur lequel la brèche ouverte entre les franges les plus avancées du mouvement ouvrier et les dirigeants révisionnistes, ira en s'élargissant pour devenir un abîme. Et jusqu'à maintenant, nous avons négligé ces questions et sommes un peu pris au dépourvu lorsqu'elles nous sont posées concrètement. Enfin, si nous ne déterminons pas une tactique juste au niveau des formes de lutte, nous serons impuissants à endiguer et à réduire les tendances anarchisantes ou "autonomes" parmi certaines franges de la jeunesse ouvrière et étudiante.

- CRITERES DES FORMES ET METHODES DE LUTTE

Tout comme les revendications que nous avançons, les formes de lutte ne sont justes que relativement à une situation concrète donnée. Et la principale difficulté à préconiser telle ou telle forme tient d'abord à la connaissance de la situation. La multiplicité des situations concrètes, ne peut être codifiée et ne doit pas l'être pour éviter de figer notre tactique. Malgré tout nous utilisons quelques critères qui nous aident à définir notre tactique.

1. Unification du mouvement ouvrier en un seul bloc par-delà les catégories, les usines, les branches d'industrie ou les régions. Les formes de lutte doivent favoriser cette unification et non l'entraver. On peut prendre l'exemple des "grèves tournantes" organisées par les révisionnistes, atelier par atelier, qui favorisent le corporatisme et le particularisme, et notamment les aristocrates ouvriers (qui ont un meilleur rapport de force pour négocier leurs salaires et conditions de travail) ; par opposition la grève avec occupation qui contribue à fondre en un seul mouvement les catégories diverses parmi les travailleurs qui luttent, et favorise l'hégémonie de la masse ouvrière sur les autres couches.

2. Hégémonie de la classe ouvrière sur les autres couches susceptibles de participer au combat. Nous devons systématiquement préconiser des formes de lutte qui favorise cette hégémonie et la prise de conscience par la classe ouvrière de son rôle dirigeant, déterminant. Par exemple : nous devons combattre la tendance réformiste à organiser des votes communs à 'tous les salariés' dans les grèves, c'est à dire à remettre les décisions aux mains des couches hésitantes d'employés et techniciens, sans parler des cadres et agents de maîtrise. La classe ouvrière doit décider seule de son mouvement sur la base de ses intérêts et ensuite tenter de rallier à ses objectifs ou de neutraliser les couches intermédiaires. Expérience ou la neutralisation sont d'autant plus réalisables que le mouvement ouvrier est fort, uni, indépendant.

3. Antagonisme avec la bourgeoisie. Nous devons mettre en avant les formes de lutte qui sont susceptibles de montrer l'antagonisme des intérêts prolétariens et de ceux de la classe bourgeoise et de déterminer ces formes en fonction du seul rapport des forces et du niveau de conscience sans égards pour la légalité bourgeoise et "l'ordre" bourgeois en général. Il s'agit de favoriser les actes "dictatoriaux" de la classe ouvrière, d'affirmer dans les faits que la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie ne connaît d'autres limites que celles imposées par les forces de chaque camp à un moment donné. Cela pose la question des formes de lutte violentes, déterminées elles aussi en fonction du rapport des forces et du niveau de conscience des masses.

Un acte minoritaire n'est pas nécessairement coupé de la masse, tout dépend du travail effectué avant. Cependant il est erroné de lancer des formes violentes de lutte avec les seuls éléments avancés, sans que la masse moyenne n'y soit prête. Cela contribue à couper les éléments avancés de la masse et prépare la répression de la bourgeoisie dans les conditions les plus défavorables pour nous. A l'heure actuelle, il semble que le premier pas à effectuer dans le sens de la nécessaire radicalisation des formes de lutte, soit la préparation à l'autodéfense des grèves avec occupation. Etant donné l'influence pacifiste du réformisme, cela demande un travail de préparation politique 'en temps de paix', sinon il sera difficile de remonter le courant dans la lutte même. Dans la plupart des cas il faut s'opposer aux opérations-commandos des révisionnistes qui, organisées par eux, n'ont pour but que de remplacer et d'empêcher l'organisation de la violence des masses. Par ces exutoires, ils cherchent également à "occuper le temps" des éléments les plus radicaux et à préserver leur influence auprès d'eux.

Démocratie : les formes de lutte que nous préconisons et les formes L'organisation de la lutte, doivent au maximum permettre la participation des couches les plus larges de la classe ouvrière à la direction des luttes, favoriser le débat politique et, en un mot, la prise de conscience par le plus grand nombre des intérêts historiques de la classe ouvrière à travers le combat du moment. Il s'agit de s'opposer aux directions bureaucratiques des luttes par les bonzes réformistes. Néanmoins, il faut prendre garde que les formes démocratiques ne servent de paravent aux réformistes. La trahison des réformistes ne se manifeste pas seulement par l'absence de démocratie, mais également par les pratiques "ultra démocratiques" et la vieille recette "spontanéité-contrôle", or la classe ouvrière n'a pas seulement besoin de démocratie pour vaincre elle a également besoin d'une direction centralisée. Les formes "démocratiques" ne sont donc pas 'justes' en général, elles ne le sont que pour autant qu'elles facilitent notre combat révolutionnaire. Pour les M.L. la démocratie ne peut exister sans le centralisme et la bureaucratie et l'ultra-démocratie sont les deux faces de la même méthode de direction révisionniste : par exemple, il est fréquent que les révisionnistes organisent des A.G. - défouloirs, "la parole aux masses", "le micro est dans la salle" sans diriger véritablement ces A.G. autour de leurs propositions. De cette façon l'A.G. fait naître 100 propositions plus ou moins justes, partielles, etc... afin que les révisionnistes puissent prétexter ce "bordel" pour prendre les décisions eux-mêmes. Or, nous devons exiger que la lutte se déroule selon des formes démocratiques et cela implique non seulement des A.G. ou des Comités de grève, mais également des propositions émanant de ceux qui doivent les faire (les syndicats dans les grèves) sans cela, A.G. et Comités de grève ne servent que de paravent aux bureaucrates et ne sont pas des formes démocratiques prolétariennes. Dans la lutte contre les révisionnistes (lorsqu'ils ont la direction du mouvement) nous exigeons des formes démocratiques de décision et cela implique non seulement une bataille formelle (comité de grève ou pas) mais également une bataille pour qu'ils DIRIGENT ouvertement ces formes sur la base de leurs propositions. Autrement dit nous préconisons des méthodes de direction afin que les luttes puissent servir d'école de la dictature prolétarienne, c'est à dire à ce niveau non pas la "démocratie en général" mais le "centralisme démocratique".

D - NOTRE TACTIQUE EST SPECIFIQUEMENT ANTI-REVISIONNISTE (FRONT UNIQUE)

Les révisionnistes, les réformistes en général, ne sont pas par hasard dans le mouvement ouvrier, comme nous l'avons indiqué (chap. II), ils y disposent d'une base sociale, l'aristocratie ouvrière, et s'appuient sur les limites du mouvement spontané de la classe ouvrière pour maintenir leur influence et prolonger la vie de l'impérialisme. Pour toutes ces raisons le caractère anti-révisionniste de notre tactique n'est pas "un aspect" parmi bien d'autres, mais bien partie intégrante de la lutte contre la bourgeoisie.

• **Conquérir la direction contre le révisionnisme**

La fin des illusions réformistes dans la classe ouvrière c'est le début de la révolution. Si cette orientation anti-révionniste de la tactique est juste en fonction du but que nous fixons, le communisme, et constitue une donnée permanente de la lutte révolutionnaire, aujourd'hui nous avons une raison de plus de l'adopter : même les éléments avancés de la classe ouvrière sont en général sous son influence plus ou moins prononcée. Et l'on ne reconstruira un parti M.L. qu'en gagnant ces éléments avancés.

Il n'y a nulle contradiction entre la tactique de lutte contre le révisionnisme et les intérêts immédiats de la classe ouvrière : les masses sont profondément dominées par le révisionnisme et il est tout à fait vain de tenter de mener un combat partiel à l'abri du révisionnisme, à côté de son influence ces combats n'ont de chance de se développer et d'aboutir que contre le révisionnisme. L'idée de la lutte à côté du révisionnisme correspond à une grave sous-estimation de l'influence de ce courant bourgeois sur les masses. Double sous-estimation pourrait-on dire : d'abord en étendue, comme si une fraction importante des masses échappait à cette influence et qu'il suffirait de lancer un "appel" pour la mobiliser ; ensuite en profondeur, comme si le révisionnisme se réduisait à un obstacle d'ordre matériel, bureaucratique qui 'empêche la lutte' et qu'il suffirait de vouloir la lutte et de l'organiser pour le renverser en "gagnant" dans un combat partiel.

La critique droitière qui est généralement faite à cette tactique c'est que l'on préférerait sacrifier les intérêts immédiats de la classe ouvrière à la dénonciation du révisionnisme. Comme si la question se posait ainsi : ou bien la défense des intérêts immédiats (l'unité dans une grève) ou bien la lutte contre le révisionnisme. En vérité une juste tactique anti-révionniste est la plupart du temps aussi la meilleure voie dans la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière. La crise rend encore plus évidente cette constatation : les palabres réformistes, le "réalisme", la division, les mots d'ordre batards et les formes de lutte pacifistes et légalistes des révisionnistes ne conduisent pas les ouvriers à des victoires partielles mais à des défaites retentissantes. Tant il est vrai que sans mener la lutte de façon révolutionnaire, on n'obtient aucun «sous-produit» momentané et que les capitalistes ne lâchent que ce qu'ils sont contraints de lâcher lorsqu'ils ont peur de perdre davantage.

La conséquence pratique générale de cette tactique c'est que dans les combats partiels, les grèves nous devons prendre la tête du mouvement pour autant que nous l'ayons conquise contre eux (révisionnistes et réformistes divers). "Contre eux" ne signifie pas que nous avons renversé la domination du révisionnisme au niveau des larges masses : l'emprise de celui-ci est fondée sur des réalités autrement profondes et s'étend au-delà des questions particulières soulevées par un combat partiel. Il est aujourd'hui impossible pour nous de gagner les masses avant d'avoir gagné l'avant-garde. Cela dit, on peut conquérir le cas échéant la direction d'une lutte particulière (et on tente toujours de le faire) et se servir de cette brèche ouverte pour dégager des éléments avancés tout en augmentant la défiance des masses à l'égard des révisionnistes. Et cette tactique est absolument indispensable pour renforcer les éléments avancés organisés ou seulement proches, dans leur rôle de dirigeants des masses.

Si nous ne menons pas une telle activité rigoureuse dans le combat anti-révionniste, et si nous nous précipitons de façon opportuniste à la tête de n'importe quel combat nous permettons aux dirigeants révisionnistes :

- 1) de 'laisser faire' et d'apparaître comme favorables au mouvement,
- 2) d'utiliser néanmoins leur influence dominante pour briser le mouvement tout en se déchargeant de cette trahison sur nous qui avons "dirigé",
- 3) de dégoûter les masses de l'action directe en l'amenant à l'échec "même avec des

révolutionnaires à la tête",

4) de faire douter les éléments qui se rapprochent de nous de nos capacités à diriger et de la justesse de notre combat révolutionnaire.

• **La méthode du Front unique**

Pour définir plus précisément encore comment il faut lutter contre le révisionnisme, selon quelle méthode nous travaillons à conquérir la direction d'un combat partiel de telle sorte que ce combat serve le but révolutionnaire et, aujourd'hui l'organisation des ouvriers d'avant-garde, il faut à notre avis s'appuyer sur l'expérience passée du M.C.I., sur la tactique de Front unique.

La tactique du Front unique a été définie par l'I.C. alors que les partis communistes constitués devaient s'attaquer à la conquête des masses encore largement dominées par le réformisme. Cette tactique visait à s'appuyer sur les aspirations à l'unité de la classe ouvrière afin de la détacher de l'influence des chefs réformistes qui s'opposeraient dans les faits à l'unité révolutionnaire de classe. L'application de cette tactique a amené dans différents partis des déviations de droite, nous ne pouvons pas les examiner ici, mais elles se ramenaient pour la plupart à appliquer le F.U. comme une tactique d'unité et de compromis avec le réformisme.

La question qui est posée, c'est de savoir si, dans notre situation concrète, cette tactique est applicable. N'est-elle pas définie pour une période où les partis communistes déjà formés s'attaquent à la conquête des masses ? N'est-elle pas en elle-même la source véritable d'une déviation de droite ?

Nous pensons que la tactique du F.U. peut et doit être appliquée, aujourd'hui, dans ses principes essentiels et non selon les modalités pratiques spécifiques à la situation du temps de l'I.C. Cette tactique est une application particulière de la ligne de masse dans le sens où les masses ne peuvent comprendre le bien-fondé de nos positions que par leur propre expérience et non par des discours théoriques.

« Cette règle (fondamentale de la tactique politique du léninisme) veut que l'on sache amener les masses à des positions révolutionnaires, en leur permettant de se convaincre par leurs propres expériences de la justesse de la politique du Parti. (Programme de l'IC, 1928) »

Le Front Unique est une tactique non pas d'alliance avec un ami du prolétariat, mais de lutte contre un ennemi qui a de l'influence.

La tactique de F.U. n'est pas par nature la source de déviations de droite, pas plus qu'aucun autre principe tactique. Il dépend de nous de l'appliquer de façon correcte, c'est à dire aujourd'hui, dans les limites de notre participation au mouvement de masse et selon les principes essentiels de cette juste tactique, à savoir :

1) La tactique de F.U. exige que soit préservée notre entière liberté de propagande et de critique du réformisme, cela exclut donc toute pratique tendant à un accord explicite ou implicite pour que la période de F.U. soit en même temps une trêve dans la "polémique".

2) Non seulement nous devons préserver cette liberté mais de plus en user en même temps que nous faisons telle ou telle proposition de F.U.

3) La possibilité de faire notre propagande ne suffit pas, il faut encore que nous puissions porter notre proposition dans les masses pour acculer les réformistes à des choix difficiles pour eux. Et de plus être en mesure de récupérer concrètement toute prise de conscience d'une partie des

masses devant le sabotage ou la trahison des réformistes.

Il s'ensuit donc qu'aujourd'hui une telle tactique ne peut être appliquée que localement et à la base tant que notre implantation nous empêche de la mettre en œuvre sur une plus large échelle sans tomber dans l'opportunisme. En effet, lancer des appels à "l'unité ouvrière", à l'union avec le P.C.F. ou même "proposer" un F.U. aux révisionnistes à un niveau où l'on n'a aucun moyen d'action et d'organisation, revient à développer des illusions sur le révisionnisme ou à lui remettre entre les mains la tâche de défendre les intérêts prolétariens. C'est une pratique courante des groupes trotskistes.

Actuellement, nous n'avons l'expérience de l'application de la tactique F.U. que dans les syndicats, dans les sections où nous sommes minoritaires, à l'échelon supérieur là où nous dirigeons une section. Cette situation provient de ce que, faible force à côté des révisionnistes, ceux-ci ne pourraient qu'enterrer nos propositions avec mépris si nous pratiquions directement en direction des cellules du P.C.F. Mais dès que nous sommes relativement consolidés dans une entreprise, il faut également appliquer cette tactique en direction des cellules du P.C.F. et en direction des autres organisations opportunistes ayant de l'influence. Il se peut que les limites actuelles de l'utilisation de cette tactique tiennent parfois à une attitude trop timorée ou à une compréhension trop floue de ce qu'est réellement la tactique de F.U.

On peut donner une vue de la marche à suivre pour appliquer cette tactique afin de préciser au maximum la définition :

1. Nous formulons une revendication ou mot d'ordre, économique, politique-ou démocratique, ainsi que les formes et méthodes de lutte proposées éventuellement. Nous formulons cette revendication après enquête de telle sorte qu'elle corresponde à une aspiration réelle et non à une idée arbitrairement choisie par nous. L'action peut concerner les syndicats ou les organisations politiques ou les deux.
2. Nous agissons pour faire porter cette revendication par la base, pour créer un courant dans les masses. En mobilisant nos forces en ordre : militants, cercles, sympathisants, nous faisons en sorte que les masses s'approprient cette revendication.
3. Nous proposons aux dirigeants révisos ou réformistes le combat sur la revendication et selon les formes de lutte choisies alors que nous avons préparé le terrain à la base.
4. Ou bien ceux-ci refusent et contribuent à se démasquer à la mesure de notre travail préparatoire. Nous devons amplifier la critique et la scission avec eux.

Ou bien ceux-ci acceptent et nous devons prendre garde à ne pas nous laisser abuser par une approbation de façade et une passivité réelle, le danger est alors de diriger nous-mêmes une action qu'ils sabotent, mais en coulisse, en secret ; nous devons faire en sorte qu'une trahison - inévitable - apparaisse au grand jour. Il faut donc qu'ils « se mouillent » le plus possible. Dans cette phase il faut prendre garde à l'impatience de nos camarades, ne pas se précipiter à la tête de l'action pratique si les conditions ne sont pas créées pour que les luttes de lignes apparaissent nettement.

5. Tout au long du processus, l'intervention indépendante de l'organisation doit éclairer notre action : pour les masses, pour les éléments actifs, pour les sympathisants. Sinon il est impossible de mener une telle tactique à son terme. Montrer l'urgence de la revendication choisie, son contenu entier, non tronqué, les bonnes formes et méthodes de lutte, critiquer l'orientation réformiste sur ce point, montrer les deux voies dans la lutte, le lien entre le combat partiel et le combat général pour le socialisme, etc... Après l'action et selon les conditions concrètes du moment, notre propagande indépendante est absolument indispensable pour tirer les enseignements, accentuer la lutte contre les réformistes et faire contribuer ce combat partiel à l'édification de l'organisation communiste ce qui est aujourd'hui la tâche la plus révolutionnaire qui soit.

Ce schéma général (et idéal) est bien entendu modulable en fonction des situations diverses. On

ne peut faire entrer toutes ces situations dans le cadre d'une corne. L'essentiel étant de se pénétrer de la démarche tactique et d'en faire un véritable automatisme dans notre action. On peut utiliser partiellement une telle tactique lorsqu'on est, par exemple, à la tête d'une section syndicale ou influant en son sein, pour proposer l'unité d'action à une autre section. On peut utiliser une telle démarche pour un simple projet de tract à proposer aux dirigeants révisés sur un sujet déterminé, dans un syndicat, etc.(i).A cet égard, il faut bien comprendre que la notion de "crasses" est variable selon les situations : avoir un soutien massif à propos d'une revendication économique n'est pas la même chose qu'un tel soutien à propos de la question de l'orientation générale d'un syndicat, ou de la solidarité internationale du prolétariat ; dans un cas ce soutien se mesure par rapport à l'ensemble des ouvriers, dans les autres il se mesure Par rapport aux éléments actifs ou syndiqués, etc... "Là où il y des masses, on distingue grosso modo trois sortes d'éléments : ceux qui sont relativement actifs, ceux qui sont relativement arriérés et ceux qui sont entre les deux. C'est pourquoi les dirigeants doivent être capables de réunir autour d'eux le petit nombre d'éléments actifs, sur lesquels ils pourront compter ; et grâce à eux, ils élèveront le niveau des éléments intermédiaires et rallieront les éléments arriérés" (Mao - A propos des méthodes de direction).

CONCLUSION DU CHAPITRE

Relier les combats partiels à la nécessité du socialisme, c'est un 'mouvement' de notre tactique sur les combats partiels, l'autre "mouvement" c'est de montrer que selon le but que l'on se fixe - détruire le capitalisme ou l'aménager - on met en œuvre une tactique différente dans les luttes immédiates. Les réformistes et révisionnistes trahissent le but, le socialisme, mais par là-même, ils trahissent, liquident ou émoissent la lutte immédiate, la capacité de résistance de la classe ouvrière aux empiètements du capital. C'est ce que l'en appelle montrer les "deux voies" dans le mouvement ouvrier, montrer que la voie du "réalisme", de la "concertation entre partenaires sociaux", du réformisme "raisonnable et responsable" ne procure aucun avantage réel, immédiat à la classe ouvrière. Montrer que l'abandon de la révolution par le réformisme, fait au nom du moindre sacrifice et de l'avantage supposé immédiat de la classe ouvrière, est en réalité la voie de l'écrasement du mouvement ouvrier, de la consolidation de l'édifice capitaliste au moyen de cet écrasement. Tout au plus, cette ligne réformiste préserve-t-elle en même temps que l'intérêt du capitalisme, les avantages que les aristocrates ouvriers et la bureaucratie réformiste ont sur l'ensemble de la classe ouvrière.

A contrario, il importe de bien mettre en lumière que les revendications non tronquées, les formes de lutte préconisées par les révolutionnaires ne sont pas seulement un moyen d'atteindre le but final révolutionnaire, mais également (et "accessoirement", au sens de subordonner la réforme à la révolution) le meilleur moyen d'obtenir les concessions les plus substantielles de la part de la bourgeoisie.

Le rapport entre le mouvement et le but final, la réforme et la révolution est donc un rapport complexe, qui fait intervenir quantité d'éléments théoriques aussi bien que concrets, pour l'apprécier correctement. Le but de notre action dans les combats partiels de la classe ouvrière c'est, au fond, de préparer la classe ouvrière aussi bien que l'organisation communiste de la dictature du prolétariat, et la préparation de l'un et de l'autre doit être conçue comme un rapport dialectique. Qu'est-ce donc qu'une victoire dans un combat partiel ? C'est lorsque ce combat nous rapproche de notre but, tant du point de vue de la préparation des masses que de l'édification de l'avant-garde : aussi ce qui nous importe, ce n'est pas tant la victoire matérielle sur des revendications économiques et politiques, que la manière dont elle a été obtenue et ce qu'il en reste du point de vue de l'élévation m la conscience des masses et de l'aguerrissement de l'avant-garde. De ce point de vue, certaines défaites sont plus profitables que certaines victoires!

« Parfois les ouvriers triomphent, mais ce n'est qu'un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leur lutte est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs ». Manifeste du PC.

Bien sûr, si le combat dirigé par des révolutionnaires aboutit finalement à une victoire concrète, cela ne nous est pas indifférent, ni du point de vue des conditions de vie et de travail des masses, temporairement adoucies, ni du point de vue de la force de pénétration de nos idées, appuyées par le résultat palpable. Mais cela est secondaire dans l'appréciation à porter sur le combat. D'autant plus secondaire que si nous avons conquis la direction d'une lutte, dans une entreprise, nous ne renversons pas par miracle un rapport de force global en notre défaveur, pas plus que la domination réformiste nourrie à des sources plus profondes et plus globales. Si bien que, le plus souvent, même dans ces circonstances, nous allons au bout du compte à la défaite sur les revendications posées.

Comprendre ce que les communistes appellent victoire dans un combat partiel, est déterminant pour saisir ce que l'on entend par "jouer un rôle dirigeant". Notre rôle dirigeant n'est pas de nous précipiter à la direction du n'importe quel combat, de nous faufiler sournoisement ou dans l'indifférence à la tête d'une section syndicale, de rabaisser nos mots d'ordre ou niveau du "réalisme" des réformistes, etc... Non. Notre rôle dirigeant c'est d'indiquer clairement sur quoi et comment les révolutionnaires entendent mener le combat partiel, en fonction de quel but ils proposent de le mener ainsi, pourquoi cela correspond aux intérêts immédiats et futurs de la classe ouvrière... et c'est de lutter pour faire triompher cette voie dans le mouvement ouvrier. Et lorsque dans telle ou telle bataille nous restons minoritaires, cela ne nous empêche pas de jouer un rôle dirigeant pour les franges les plus avancées de la classe ouvrière. Si notre tactique est juste et malgré tout notre position minoritaire, cela ne nous empêche nullement de convaincre les éléments les plus avancés de cette justesse de préparer ainsi des combats futurs encore plus amples. Aujourd'hui, il est même de règle que nous sommes minoritaires, compte tenu du chemin qui nous reste à parcourir pour renverser la mainmise du réformisme sur le mouvement ouvrier.

5. L'action communiste dans les syndicats

La place que nous avons toujours accordée à l'action dans les syndicats, comme l'ensemble de ce que l'on appelle le "mouvement M.L.", a été très importante. Sans doute cela n'était pas le reflet d'une ligne juste "à 100 %", nous n'avons pas été exempt d'étroitesse. Étroitesse dans le travail que nous devons effectuer à l'intérieur des structures, et étroitesse dans la vision d'ensemble des tâches communistes d'aujourd'hui, et par conséquent du rapport entre l'activité dans les syndicats et l'activité générale de l'organisation. Outre les questions posées depuis longtemps par le débat sur les syndicats, comme la nécessité d'y militer ou non, quelle activité y mener, quelles tactiques particulières adopter, le politique et l'économique, etc..., questions qui restent d'actualité, il s'ajoute aujourd'hui une série d'interrogations qui touchent au reflux, au déclin des grands syndicats réformistes dans la classe ouvrière. Quelle signification a ce déclin et faut-il en tirer des conclusions radicales quant à notre participation aux syndicats ?

A. DÉSYNDICALISATION ET CONSÉQUENCES

Les pertes d'effectifs des syndicats C.G.T.-C.F.D.T. sont sans doute considérables : aucune statistique officielle des syndicats ne peut nous donner une idée précise de l'ampleur du phénomène. Elles dissimulent en effet des tendances contradictoires, estompent les réalités politiques pour s'en tenir à des recettes en cotisations elles-mêmes douteuses. Ce que l'on peut dire avec certitude, c'est que la désyndicalisation touche les ouvriers plus que les employés; la grande industrie, que les couches inférieures de la classe ouvrière; intérimaires et chômeurs sont

très peu syndiqués. On le constate tous les jours dans les entreprises où l'on travaille : moins de syndiqués, moins de timbres par syndiqué, réduction sensible du "train de vie" des structures supérieures par manque d'argent.

- Les causes

En général les réformistes ont tendance à expliquer ce repli par "les divisions de la gauche et l'échec de 1978", et nous-mêmes par la domination des réformistes sur les syndicats. Cela ne correspond pas tout à fait à la réalité, ce n'est qu'une partie de la vérité.

D'abord il faut constater que les syndicats réformistes à certaines périodes "font le plein" dans la classe ouvrière et la direction révolutionnaire n'est pas la garante d'une progression linéaire du degré d'organisation du mouvement ouvrier. Une des causes du reflux actuel est la crise capitaliste elle-même. L'aggravation des conditions de vie et de travail, l'écrasement progressif de la classe ouvrière à travers le laminage des "acquis", la menace du chômage et la précarité des emplois, ne créent pas immédiatement une révolte ouvrière. L'accroissement de la révolte n'est pas linéaire. La plus forte résistance de la bourgeoisie, la répression accrue, engendre d'abord la peur de perdre ce que l'on a, l'hésitation à s'engager dans des formes de combat à la hauteur de la résistance bourgeoise. Le regain de combativité ouvrière ne vient que d'une accumulation quantitative des raisons de se révolter et le saut qualitatif ne se produit que lorsque les risques encourus au combat paraissent moins terribles que la soumission aux conditions d'exploitation qui sont faites.

L'adaptation du capital à la crise, les restructurations actuelles, vont dans le sens d'une modification interne de la classe ouvrière elle-même. Cette modification se fait dans le sens d'un éclatement : intérim, sous-traitance, statuts de tous types,... Il y a création d'une frange de plus en plus large de la classe ouvrière qui échappe aux formes d'organisation des syndicats réformistes. Dans ces couches l'organisation syndicale ne perd pas des adhérents, elle n'existe quasiment pas. Elle y perd des adhérents par transfert. Cet éclatement va dans le sens d'une plus grande division, d'un plus grand individualisme et ne peut pas être surmonté avec la ligne réformiste (du moins sous sa forme actuelle) (1) qui admet ce genre de restructurations comme nécessaire.

Enfin, dans le même temps et pour faire passer toutes les mesures d'augmentation de l'exploitation, la bourgeoisie développe une politique de "relations sociales" directe, sans l'intermédiaire des syndicats et pour briser les syndicats. La bourgeoisie profite à sa manière du reflux et des limites à l'action de masse que constitue la ligne réformiste elle-même : pour faire adopter des mesures que les syndicats français - tels qu'ils sont encore - ne peuvent pas accepter, et pour faire évoluer les réformistes et les syndicats dans le sens souhaité par la bourgeoisie. Quitte à revenir, sans doute, aux tractations habituelles avec les réformistes, une fois les objectifs atteints ou si le mouvement de masse le rend nécessaire.

La désyndicalisation a donc des causes profondes et l'échec de la "gauche" aux élections de 78 n'a pas créé le reflux, tout au plus l'a-t-il accentué. Le reflux n'est pas directement lié à la domination d'une ligne réformiste sur les deux principaux syndicats. Bien sûr, la ligne réformiste pèse et accentue la tendance.

Avant 1978, les réformistes ont brisé les tentatives de luttes dures au nom de la satisfaction des revendications par un gouvernement P.C.-P.S. Au moment où la crise et le raidissement de la bourgeoisie mettaient à l'ordre du jour le passage à des formes de luttes plus radicales, ils ont transformé les syndicats en officines électorales des partis de gauche. De ce fait ni les objectifs poursuivis, ni les méthodes de lutte ne rendaient nécessaire l'adhésion massive aux syndicats. Il suffisait de bien voter. L'action syndicale, sur les sentiers battus des "Journées d'action" était

d'ailleurs parfaitement inefficace. Après l'échec électoral la situation n'a fait qu'empirer, à la désillusion née de l'échec, les réformistes ont ajouté un tournant droitier de leur ligne : la C.F.D.T. prône le réalisme devant la crise et s'attache à gérer dans le "qualitatif" ce qui est décrété "possible" par le patronat ; la C.G.T. dévoie toutes les luttes et toutes les revendications ouvrières vers la défense de l'entreprise capitaliste, de la nation, de l'impérialisme français se situant de plus en plus sur le terrain de la gestion du système. Alors que la bourgeoisie fait preuve d'un cynisme et d'une détermination renforcés par la crise qui l'oblige à "briser les acquis", les réformistes s'en tiennent scrupuleusement à des méthodes de lutte totalement dépassées. Ayant habitué la classe ouvrière pendant des années à des mouvements pacifiques, "réalistes", à des "promenades-protestations", ils persèverent aujourd'hui lorsqu'il crève les yeux que le temps des affrontements bon-enfant qui s'achèvent par des menues concessions, est complètement révolu. Objectifs et formes de lutte rendent l'action syndicale presque entièrement inefficace aux yeux de la masse ouvrière. D'autant plus que, prisonniers de leur ligne bourgeoise, les dirigeants réformistes et révisionnistes en rajoutent en proclamant haut et fort qu'ils remportent un succès chaque fois qu'ils font connaître une défaite à la classe ouvrière. Une autre conséquence directe du réformisme sur les effectifs des syndicats, c'est que le corporatisme, la défense de l'entreprise et, en général, la politique de l'aristocratie ouvrière, font que des franges parmi les plus durement exploitées de la classe ouvrière, les travailleurs précaires et les chômeurs sont pour l'essentiel en dehors des syndicats, tandis que le regain du chauvinisme, son exacerbation par les révisionnistes éloignent les immigrés. A cela il faut ajouter que les échecs du socialisme en U.R.S.S. et en Chine, ont pesé aussi sur les syndicats. De nombreux militants qui composaient la gauche des syndicats et qui étaient bien souvent les plus actifs, se sont découragés, créant de véritables "trous" dans l'implantation des syndicats.

Quelles conséquences tactiques ?

Au niveau tactique on peut se poser la question de savoir s'il faut continuer à militer dans les syndicats, si nous ne renforçons pas ainsi la position de syndicats réformistes.

Pour répondre à cette question il faut noter d'abord que le reflux du mouvement ouvrier ne touche pas que le réformisme mais aussi les révolutionnaires. En conséquence, l'affaiblissement des syndicats réformistes ne se traduit pas par un renforcement des tendances révolutionnaires. Il n'y a pas lieu de se réjouir d'un reflux qui touche l'ensemble du mouvement ouvrier. L'action révolutionnaire est facilitée et non entravée par des syndicats, même réformistes, qui font le plein et éveillent par là-même des couches larges de la classe ouvrière à l'organisation et à la politique.

Le problème pourrait se poser d'abandonner les syndicats si les éléments avancés comme les masses les avaient abandonnés, si leur reflux était, non pas un repli général du mouvement ouvrier, mais un recul du réformisme seul, se traduisant par l'apparition d'autres formes d'organisations de masse. Il faut donc continuer à agir dans les syndicats, on rencontrerait d'ailleurs encore plus de difficultés aujourd'hui à créer de nouvelles organisations de masse, que celles que l'on connaît pour obtenir une participation massive aux syndicats existants. D'autant plus qu'il ne faut pas se tromper quant à la rupture des masses avec les syndicats : celles-ci continuent à se déterminer par rapport à eux ; les éléments avancés y sont encore, pour une part ; çà et là des luttes d'entreprises abrutissent à une syndicalisation des ouvriers tandis que d'autres aboutissent à l'inverse selon le degré de trahison des réformistes. En continuant à agir dans les syndicats, renforçons-nous le réformisme ? Non. Pas plus aujourd'hui qu'hier, pourvu que nous agissions sur la base d'une plateforme révolutionnaire. Le renforcement des syndicats sous notre influence ne peut que correspondre à un affaiblissement du réformisme.

Les conséquences tactiques de cette situation sont ailleurs. Dans une telle période, il faut souligner que le travail de préparation idéologique, de consolidation du cercle des ouvriers les plus proches est déterminant car c'est ce travail qui nous permettra d'aborder les périodes de flux dans les meilleures conditions. Nous avons déjà souligné toute l'importance de l'activité indépendante de

l'organisation communiste comme canal principal de cette préparation. Au niveau des syndicats, il faut aussi accorder la plus grande place au combat contre l'orientation réformiste dans tous les domaines, expliquer par-là la responsabilité des révisionnistes et réformistes dans l'état actuel du mouvement ouvrier. C'est-à-dire qu'il ne faut pas, moins que jamais, que nous apparaissions comme "solidaires" de la bureaucratie réformiste par notre activité dans les syndicats. Il faut mener notre activité autour de notre propre plate-forme et pour y combattre le réformisme. Cette activité nous amène évidemment à formuler des revendications et à proposer des formes de luttes en opposition avec les révisionnistes. Nous devons éviter de tomber dans le panneau de formuler nos revendications et propositions de façon doctrinaire : parmi les causes du reflux et de la désyndicalisation nous avons noté qu'il y a une modification interne de la classe ouvrière, de ses conditions d'exploitation, une évolution de la politique bourgeoise des "relations sociales", etc... Tout cela pose de nouvelles questions et c'est la réponse concrète à ces questions qui doit nous permettre d'avancer.

Une autre conséquence c'est que moins que jamais, nous devons nous contenter d'un tête à tête avec les réformistes dans des structures vides. L'expérience a montré que cela contribue à nous isoler et tend à laisser croire que nous nous livrons à un combat de cliques avec les bureaucrates réformistes, au pire, nous servons de caution de gauche aux réformistes. Il faut concentrer notre effort à la base et ne passer à l'échelon supérieur que pour autant que nous avons réussi à créer un courant, un rapport des forces favorables.

Enfin, une des caractéristiques du reflux actuel et de la ligne réformiste-révionniste, est de laisser certaines franges de la classe ouvrière en dehors des préoccupations de l'organisation syndicale. Par rapport à cet état de fait, il nous faut envisager les moyens de toucher ces couches - de façon indépendante d'abord, dans le cadre du travail dans les syndicats ensuite. A cet égard, nous ne pouvons pas nous contenter de réclamer l'organisation des intérimaires dans les sections syndicales d'usine. C'est une exigence juste, mais il faut créer un rapport des forces pour la voir aboutir, et cela implique de travailler à sa création-premièrement dans les sections, deuxièmement par l'organisation à part des intérimaires eux-mêmes. C'est un détour imposé par les circonstances.

B. NATURE DE L'ACTION COMMUNISTE DANS LES SYNDICATS

Notre activité en direction des masses passe pour une part à travers l'action communiste dans les syndicats. Il faut cependant prendre garde à ne pas considérer cette action comme la totalité de notre activité en direction des masses. Nous devons absolument développer une activité indépendante en direction des masses (tracts de l'O.C., appels à manifester, à un meeting, etc...). Et ne pas limiter notre action indépendante aux seuls ouvriers avancés. D'autant plus que notre activité dans les syndicats connaît des limites qui tiennent, à la nature du syndicat en tant qu'organisation de masse d'une part, et d'autre part à la situation actuelle.

- La limite qui tient à la nature des syndicats doit être précisée afin d'éviter les pratiques opportunistes qui cantonnent le syndicat dans un rôle économique en remettant la politique à l'organisation opportuniste. Ce qui nous limite c'est le caractère de masse des syndicats et donc le niveau de conscience des masses à un moment donné. La masse n'étant pas spontanément révolutionnaire, la base d'adhésion aux syndicats est très large, (défense des intérêts immédiats et à long terme des ouvriers) et doit le rester, car, les syndicats n'ont d'intérêt pour les M.L. que pour autant qu'ils conservent leur caractère d'organisation de masse. De ce fait, les préoccupations des syndicats restent assez largement "économiques" et si ces préoccupations économiques doivent être prises en compte, ce n'est pas pour limiter notre action à l'économique, mais pour introduire la politique révolutionnaire dans les syndicats en prenant leurs préoccupations pour point de départ.

- Action limitée d'autant plus à l'heure actuelle où la domination réformiste sur les masses nous

laisse dans une position minoritaire dans les syndicats et fait que la totalité des éléments avancés ou actifs est loin de s'y regrouper.

Gagner les syndicats au communisme, c'est l'objectif stratégique des M.L. dans les syndicats. A l'heure actuelle, dans la période de conquête de l'avant-garde, nous savons bien que nous n'atteindrons pas cet objectif avant d'avoir créé un parti capable de donner un caractère général et organisé à cette lutte. Mais à partir de cette analyse il faut éviter deux sortes de déviations :

1. La déviation de droite consiste à s'adapter au réformisme dans les syndicats en plaçant la conquête de la direction de sections syndicales au-dessus de tout. Cette déviation conduit à présenter des "plates-formes" au rabais, à introduire des démarcations superficielles avec le réformisme sur les formes de lutte, la démocratie syndicale... sous prétexte de la nécessité du travail dans les masses pour gagner l'avant-garde, on en déduit que l'on doit en rester au réformisme spontané de la masse. On s'imagine que le meilleur moyen pour gagner l'avant-garde est d'être à la tête d'une section syndicale, sur des bases floues, au rabais, on reste en fait prisonniers du réformisme dominant.

2. La déviation de gauche peut paraître archi-révolutionnaire mais ne permet pas non plus de conquérir les syndicats au communisme ni d'entamer ce travail à l'heure actuelle : on considère que la participation des communistes aux syndicats à l'heure actuelle ne peut-être que la propagande générale pour le communisme, on propose, que les syndicats inscrivent la D.D.P. dans leur plate-forme, on ne fait que de la "pêche à la ligne" des éléments avancés et de fait cette pêche n'est pas miraculeuse. Si l'on est dans une section C.F.D.T. un peu "gauchiste", un peu "démocratouillarde", cette activité (infructueuse) peut durer un certain temps, elle peut même conduire les "communistes" à la tête de la section, mais celle-ci perd tout caractère de masse, se replie sur des débats sectaires. Etre à la tête d'une section dans ces conditions ne présente aucun intérêt, si l'on est dans la C.G.T., là où les révisionnistes ont une influence de masse, cette tactique 'de gauche' n'a pas le loisir de s'appliquer longtemps, l'exclusion est rapide et ne nous sert pas pour avancer, c'est la raison pour laquelle, les partisans de cette "tactique" affectionnent en général la C.F.D.T.

Dans la période actuelle, constater l'impossibilité de conquérir les syndicats au communisme tant que l'avant-garde ne sera pas organisée en parti, ne doit pas nous amener à capituler, sous une forme droitiste ou "gauchiste". Il nous faut entamer la conquête des syndicats pour gagner les ouvriers avancés mais aussi pour les entraîner à la lutte pratique contre le révisionnisme et le réformisme et les éduquer politiquement dans cette lutte. Mais il nous faut mener notre action en appliquant la ligne de masse, sans violer le caractère de masse⁴ des syndicats, en prenant le niveau de conscience des masses comme point de départ, à partir duquel on peut élever ce niveau. La première conséquence pratique c'est qu'il faut appliquer la tactique de F.U. telle que nous l'avons exposée.

Nous avons dit que la situation de reflux que nous connaissons nous imposait d'accorder toute son importance au travail idéologique, à la critique de la ligne réformiste, à la préparation politique. Il faut saisir les occasions telles que les Congrès ou les événements politiques marquants pour promouvoir cette activité. Mais cette activité ne peut être menée à bien, avec profit pour les communistes, si l'on ne l'a pas préparée systématiquement par notre intervention autour des problèmes revendicatifs quotidiens, si l'on n'a pas montré les deux voies à propos des questions les plus infimes qui viennent au premier plan régulièrement, si l'on a "laissé courir" sur des questions qui ne nous apparaissent pas 'importantes' alors qu'elles préoccupent les masses, ou une fraction des masses, ou les syndiqués. La différence entre notre intervention politique

⁴ Et non la légalité ou la discipline des bureaucraties réformistes. Le but de notre action c'est justement de conquérir un rapport des forces favorable pour violer la légalité de la dictature bureaucratique des aristocrates ouvriers (voir plus loin).

indépendante et celle que nous faisons dans les syndicats, touche à la forme de nos interventions, et aussi, dans une certaine mesure, aux sujets abordés. Non pas que les syndicats doivent s'occuper d'économie et l'O.C. de politique, mais parce que nous ne pouvons pas maintenir artificiellement "sous pression" politique les syndicats car, si nous le faisons, nous nous couperions des masses, nous transformerions les sections syndicales en sectes bavardes. Aucune question politique n'est "interdite" dans un syndicat, mais la fréquence avec laquelle nous les abordons ne peut, en général être la même que celle de l'organisation communiste. C'est donc uniquement le caractère de masse des syndicats qui constitue une limite aujourd'hui et nous impose, un style de travail. Franchir cette limite, imposée par l'application de la ligne de masse peut paraître plus révolutionnaire mais en réalité c'est le contraire : si les syndicats perdent leur caractère d'organisation de masse sous notre influence, le travail M.L. dans ces syndicats n'a aucun intérêt, nous avons des cercles communistes, des groupes d'étude M.L., qui dans ces conditions sont plus efficaces.

C. QUESTIONS TACTIQUES SPECIFIQUES

Nous sommes assez souvent confrontés dans les syndicats à des choix tactiques difficiles sur des questions d'organisation, être délégué ou pas, comité de grève ou pas, etc... On ne peut évidemment donner des "recettes" tactiques valables par-dessus toutes les situations mouvantes et particulières. Nous examinons donc quelques questions sous l'angle le plus universel possible.

● PRISE DE RESPONSABILITES SYNDICALES

Quand nous disons que, d'un point de vue d'ensemble, nous ne pouvons pas espérer diriger de vastes mouvements de masse, cela ne signifie évidemment pas que localement, nous ne puissions pas diriger des grèves et autres luttes, être élu délégué du personnel ou prendre en main une section syndicale. Ces problèmes se posent d'une manière beaucoup moins simple qu'une analyse à grands traits nous le laisse croire. Il arrive assez fréquemment que nous soyons, poussés par nos camarades de travail, à être candidat à la délégation du personnel. Il arrive aussi qu'une section syndicale soit à la portée de notre main et que nous soyons poussés à la prendre par la base. Il faut avoir une position réfléchie par rapport à la prise de responsabilités syndicales et non se laisser porter par le courant : ce courant est assez souvent le reflet des illusions réformistes de la base, nous sommes perçus comme de bons défenseurs de la classe ouvrière, nous sommes plus "durs" et les réformistes plus "mous", etc... Ces illusions ne procèdent pas nécessairement d'un mauvais travail de notre part, elles sont l'embryon de la conscience aussi, mais l'embryon seulement. Nous devons résister à ces pressions autant que possible et faire en sorte que toute prise de responsabilité soit le résultat d'une bataille contre le révisionnisme et que cette bataille nous ait permis d'accumuler des forces. Si la démarche est la même, il est évident que l'accumulation des forces n'est pas au même niveau pour la délégation du personnel ou pour diriger une section syndicale.

Les conditions qui rendent possible la prise de responsabilités syndicales sont tellement diverses qu'il est difficile d'établir des règles absolues. Notons seulement trois directions à suivre la plupart du temps :

1. En faire une bataille contre le réformisme, de façon à faire contribuer cette prise de responsabilité à l'élévation du niveau de conscience. Grande ou petite bataille selon ce niveau de conscience dans l'entreprise, cela évitera au militant M.L. de se retrouver en situation peu claire, élu en "clandestinité" ou sur une équivoque.

2. Ne pas céder à l'illusion qu'un mandat électif facilite le travail politique communiste : il faut étudier les conditions concrètes pour déterminer les cas où cela le facilite et ceux où cela l'entrave. Prendre en considération tous les facteurs : où sont les éléments avancés, la clarté politique de cette élection, les forces dont dispose la cellule par ailleurs pour assurer l'activité indépendante de l'O.C., etc... Dans la période actuelle il faut tenir compte du fait que, à la différence d'une période d'intense activité des masses, le fait de prendre une responsabilité électorale permet parfois de briser un isolement pesant, d'élargir les contacts et l'enquête. Même si l'on ne peut pas encore faire de cette prise de responsabilité elle-même, une bataille contre les réformistes.

3. Une fois acquis un mandat, il faut s'efforcer de le remplir en révolutionnaires et cela implique que l'on remplisse certaines fonctions proprement syndicales tout en utilisant la position pour l'agitation et la propagande communiste. Si l'on négligeait de s'occuper de certains problèmes quotidiens des ouvriers pour se consacrer uniquement à la propagande, on jetterait le discrédit sur l'O.C., ce ne serait pas compris des masses moyennes.

Pour prendre en main une section syndicale, les conditions à remplir sont plus élevées mais de même nature : il faut la conquérir sur le réformisme ou le révisionnisme. La question des forces est encore plus importante, une section syndicale c'est lourd et il faut absolument que l'organisation ait les reins solides. Une des conditions indispensable, c'est d'entraîner avec nous des éléments actifs et des syndicalistes honnêtes, c'est-à-dire de constituer un front autour des militants de l'O.C. et non de faire reposer, tout le travail sur les communistes.

Pour prendre en main une section syndicale, il faut s'appuyer sur les éléments avancés et les diriger dans cette activité, ce qui élargit bien sûr notre activité, mais ce qui, surtout, contribue à former, éduquer ses éléments. Cette activité communiste dans les syndicats permet également de leur faire acquérir de l'expérience pratique de direction des masses, ce qui est très important.

Une section syndicale dirigée par nous ne change pas radicalement la situation au niveau de la domination réformiste sur les masses. Ceux-ci gardent une large influence car celle-ci n'a pas sa source uniquement dans l'usine mais dans la situation politique d'ensemble. Du point de vue de la ligne de masse, ayant en main une section syndicale on ne fait pas ce que l'on veut : il est donc indispensable de préparer la prise en mains le plus soigneusement et profondément possible, de la retarder quand les conditions politiques ne sont pas réunies. Dans toute notre activité dans les syndicats on met en avant une plate-forme, elle constitue la base sur laquelle on lutte pour la direction de la section.

Cette plate-forme ne doit pas être un simple catalogue de revendications mais se démarquer nettement du révisionnisme et donc comprendre sous une forme appropriée : le but révolutionnaire, les revendications essentielles, les formes et méthodes de lutte. Le contenu de cette plate-forme n'est pas contradictoire avec le Programme révolutionnaire. Fondamentalement elle indique la même voie. Elle diffère cependant dans sa forme et dans son plus ou moins haut niveau politique, selon les situations concrètes que l'on a à transformer : elle a pour fonction de contribuer à porter le mouvement en avant et donc, elle est élaborée après enquête, en appliquant la liane de masse (cf. chap. IV). Elle peut donc varier selon le lieu et dans le temps.

● **COMPROMIS ET DISCIPLINE SYNDICALE**

D'autant plus claire et nette sera notre lutte contre le réformisme et le révisionnisme, d'autant plus faciles seront les situations ultérieures d'affrontement avec les dirigeants pourris, au niveau d'une section ou au niveau des structures syndicales supérieures. Néanmoins on est toujours confronté à la question des compromis et de la discipline syndicale, étant minoritaires. La question se pose surtout à propos des prises de positions politiques des centrales syndicales, par le passé le soutien au Programme Commun par ex. La tactique des révisionnistes est de nous isoler, la notre de défendre nos positions minoritaires sans se faire isoler. Le meilleur moyen est d'appliquer la discipline syndicale lorsqu'on est minoritaire afin d'éviter que les débats ne portent sur la forme, les questions statutaires, etc... et de continuer à défendre nos positions sous une forme appropriée. Cela favorise le débat politique et si une sanction ou une exclusion vient, les questions de forme étant évacuées, les conditions nous sont plus favorables pour mener la lutte.

Lien entendu, nous faisons cela pour garder un caractère secondaire aux questions de forme, de statuts, etc... et non pas parce que nous renonçons à mener la bagarre à ce niveau également. Nos revendications et positions concernant le fonctionnement des syndicats doivent être inscrites dans notre plate-forme de lutte.

Simplement si nous nous en tenons à notre position nous sommes en mesure de bien montrer le lien entre les trahisons formelles de la démocratie syndicale, des statuts avec la ligne politique qui les détermine. Nous sommes en mesure de donner au débat sur les formes son caractère déterminé, son fond politique ; sinon nous aidons les réformistes à monter en épingle les questions statutaires et à duper une partie des

syndicalistes honnêtes et "légalistes".

Mais il est bien évident qu'on applique un tel compromis après avoir mené la lutte pour que nos positions soient majoritaires, et en continuant à la mener si l'on est minoritaire malgré tout. Nous ne mettons pas les questions de discipline syndicale au-dessus de la discipline communiste, nous ne considérons pas que cette discipline est nécessaire de par la nature des syndicats, leur "indépendance" et autres arguties réformistes. Nous l'appliquons uniquement parce que nous sommes momentanément moins forts que les réformistes. Il va sans dire que, aussitôt que nous pouvons refuser cette discipline avec le soutien de la base, nous le faisons et c'est une lutte politique qu'il faut mener absolument. Il faut être strict sur la question des compromis, surtout au sein de la C.G.T. où les erreurs là-dessus amènent à faciliter les exclusions. Il peut paraître archi-révolutionnaire à certains de refuser par principe de diffuser un tract confédéral qui appelle par exemple à défendre "l'industrie nationale" mais en réalité cela n'est révolutionnaire qu'à une seule condition : si l'on a un soutien relativement massif là-dessus parmi les syndiqués. Sinon, cela n'a rien de révolutionnaire ce n'est qu'une magouille (si l'on est à la tête d'une section) ou une manière de se défilier si l'on est délégué dans une section réformiste ; dans tous les cas où l'on n'est pas soutenu, cela ne fait qu'obscurcir le débat.

Autant nous devons savoir faire des compromis (certes désagréables) de ce genre, autant d'une manière générale nous n'en faisons pas sur le fond. Nous ne nous satisfaisons pas par exemple d'un 'panachage' des positions réformistes et des nôtres. Nous devons être intraitables sur une ou deux idées principales à propos d'une question (sans s'accrocher à des aspects secondaires, ce qui ne serait pas compris), et c'est précisément cette attitude tactique concernant les "statuts" et la "discipline majoritaire", qui nous permet d'être intraitables dans les meilleures conditions possibles.

- **"SYNDICAT UNIQUE ET REVOLUTIONNAIRE" - ACTION DANS LES DEUX SYNDICATS**

Stratégiquement nous sommes pour un seul syndicat de classe révolutionnaire. Tactiquement, nous n'en faisons pas un mot d'ordre de "fusion des deux syndicats C.G.T. - C.F.D.T." En effet, la revendication de l'unité syndicale n'est pas formelle, elle n'a de sens que si l'on entend par là, un seul syndicat de classe révolutionnaire et non une somme de syndicats réformistes, Aujourd'hui la fusion des deux syndicats réformistes n'a aucun sens progressiste. La lutte pour l'"unité" est donc absolument liée à la lutte pour renverser les directions révisionnistes et réformistes. Cela a comme conséquence pratique:

. Le syndicat unique et révolutionnaire doit donc devenir aujourd'hui un de nos thèmes de propagande. Il convient d'expliquer quelles sont les conditions politiques de sa réalisation en montrant que l'unité C.G.T. - C.F.D.T. sous la houlette des réformistes est tout aussi porteuse de trahison et de division de la classe ouvrière que leurs disputes incessantes.

Il faudra être attentif à saisir les situations locales (si les conditions seront favorables à la concrétisation de ce mot d'ordre par la fusion de deux sections).

Il faut prendre garde à ne pas substituer la lutte pour le syndicat révolutionnaire à la lutte pour la construction du Parti révolutionnaire. Ce mot d'ordre montre que les M.L. n'ont pas d'intérêts de chapelle syndicale à défendre et qu'ils n'ont pour but que l'unité de combat des prolétaires, au contraire des réformistes et révisionnistes qui sont attachés à la boutique qu'ils contrôlent étroitement afin d'utiliser le mouvement ouvrier comme masse de manœuvre.

A l'heure actuelle il est bon de mener notre activité dans les deux syndicats C.G.T. et C.F.D.T. partout où ils existent conjointement. Cela ne présente que des avantages, notamment cela oblige les cellules à diriger une activité commune éloignée des préoccupations boutiquières et à avoir plus de rigueur dans la détermination de leur tactique. Il est rare, nous semble-t-il que les éléments avancés soient tous dans une section, néanmoins s'il y a un choix à faire, il faut le faire selon la proportion d'éléments actifs et avancés de chaque section. A ce critère, généralement déterminant, il faut ajouter des considérations qui dépassent le cadre d'une entreprise donnée : il

se peut par exemple qu'ayant déjà acquis une influence dans un ou l'autre des syndicats dans plusieurs sections d'usine, ou choisisse de le privilégier dans le choix afin d'augmenter notre influence locale par l'intermédiaire des structures supérieures.

Il faut se garder des vieilles habitudes opportunistes qui amenèrent les "gauchistes" de 68 à créer des sections "C.F.D.T. de lutte" un peu partout, habitudes qui n'ont eu pour résultat que la capitulation devant le révisionnisme. Ces habitudes survivent dans la préférence "spontanée" que de nombreux militants accordent au militantisme dans la C.F.D.T. Cela peut apparaître parfois plus facile mais il faut poser la question de l'efficacité. Le révisionnisme domine (et de loin) dans le mouvement ouvrier, si l'on a une préférence à accorder, à égalité d'éléments pour ou contre, c'est plutôt à l'affrontement direct avec les révisionnistes dans la C.G.T. qu'il faut l'accorder. Il est évident que l'activité des M.L. dans la C.G.T. demande une grande rigueur tactique (ne serait-ce que pour s'y maintenir), mais c'est un avantage plus qu'un inconvénient ; du point de vue de l'efficacité les limites un peu floues et insaisissables de la C.F.D.T. ne sont pas plus propices en fin de compte à notre travail si l'on a de celui-ci une conception communiste et non syndicaliste et économiste.